Les Métamorphoses de la lutte des classes

pour une alternative progressiste

michel Clouscard

LE TEMPS DES CERISES

MICHEL CLOUSCARD

LES METAMORPHOSES DE LA LUTTE DES CLASSES

Pour une alternative progressiste

Le Temps des Cerises

DU MÊME AUTEUR

L'Être et le Code,
Éditions Mouton, Paris-La Haye 1972, 630 p.

Néo-Fascisme et idéologie du désir,
Denoël. Collection « Médiations », Paris 1973, 140 p.

Le Frivole et le sérieux,
Albin Michel, Paris 1978, 190 p.

Le Capitalisme de la séduction.
Éditions sociales, Paris 1981, 248 p.

La Bête Sauvage,
Éditions Social« , Paris 1983, 242 p.

De la Modernité : Rousseau ou Sartre,
Éditions sociales, Paris 1985, 281 p.

Les Dégâts de la pratique libérale,
Nouvelles Éditions du Pavillon, Paris 1987, 141 p.

Traité de l'amour-fou
Scandéditions – Éditions sociales, Paris 1993, 257 p.

© Copyright LE TEMPS Des CERISES, 1996.

INTRODUCTION

I

La pensée unique autorise, certes, d'écrire sur Marx mais dans la mesure où le marxisme est écarté, elle peut même permettre de traiter du marxisme si la lutte des classes est éludée, et elle peut même recommander d'évoquer celle-ci, mais pour constater sa disparition.

Passer outre à cet implicite système d'interdits et c'est le ridicule ! Celui qui tue : être naïf, demeuré, ringard au point de « croire » encore à la lutte des classes !

La célèbre formule de Galilée sera la réponse à ce nouveau et très savant terrorisme culturel : « Et pourtant, elle tourne ! ».

Nous voulons montrer que, loin d'être abolie, cette lutte des classes :

1°) S'est généralisée ;

2°) S'est métamorphosée, ses formes nouvelles (notamment culturelles) étant encore en pleine évolution, ce qui peut empêcher de les reconnaître ;

3°) Met en scène, pour la première fois dans l'histoire, les enjeux philosophiques les plus décisifs.

C'est l'énorme paradoxe, culturel, politique, spirituel, de notre époque : la lutte des classes ne peut plus être reconnue par les « chercheurs », les « spécialistes » à cause justement de sa généralisation, de sa métamorphose, de l'importance capitale de ses enjeux. Le phénomène est tellement énorme qu'il passe inaperçu, insaisissable, comme la fameuse lettre d'E. Poë

Cette actualisation sera reconstituée selon les modalités du développement historique. Il ne s'agir plus de se référer au vieux modèle des classes sociales constituées, ontologisées, mais d'établir leur engendrement historique. C'est celui-ci qui

déterminera les trois essentielles caractéristiques de la nouvelle lutte des classes.

Ce développement sera celui de la société française de la Libération à nos jours.

II

Cette actualisation de la lutte des classes sera présentée sous forme de Thèses.

Celles-ci ne font que reprendre – en un ordre différent – ce qui a été consacré à cette recherche à travers les huit livres précédents.

Il fallait, tout d'abord, un travail d'investigation, d'analyse pour acquérir les matériaux de la connaissance.

On peut ensuite reconsidérer ces acquisitions d'une manière synthétique, les situer en un ensemble homogène. On passe ainsi à un nouvel ordre de la connaissance, à une logique.

Il s'agit-là d'une démarche à la fois banale et relativement novatrice.

Un chercheur, à un moment avancé de son travail {1}, peut vouloir proposer une « Somme », c'est-à-dire un « ouvrage qui traite en abrégé », selon le dictionnaire, les acquisitions de son investigation. Simple compte-rendu.

Mais ce qui importe le plus, ce qui est ici le plus déterminant, c'est la logique de l'ensemble.

Les matériaux acquis vont se disposer et prendre date selon le mouvement dialectique et historique de cet ensemble (qui n'est autre, rappelons-le, que celui du développement de la société française, de la Libération à nos jours). Ils vont constituer la chaîne des causes et des effets selon un commencement, une durée, un achèvement (provisoire).

Il y aura 109 « abrégés », nécessairement elliptiques. C'est la loi du genre (Pour plus ample information, le lecteur peut se reporter aux ouvrages déjà cités).

PREMIÈRE PARTIE

L'IRRÉSISTIBLE ASCENDANCE DU LIBÉRALISME

<u>THÈSE</u> : Le Libéralisme, en France, à partir de la Libération, s'est développé maximalement selon le développement contradictoire du profit : oppressif sur le producteur, permissif pour le consommateur. Toute une métamorphose de la société française lui a permis d'accéder à son hégémonie.

THÈSE 1

Le principe constitutif de toute Société : la mise en relation de la Production et de la consommation.

Cette relation est constitutive de toute civilisation, de toute société, de toute « formation sociale particulière ».

On sait à quel point peuvent être diverses, et même contradictoires, les explications de la sociabilité, socialité, culture. Celle que nous proposons peut paraître assez, simple, mais, à notre connaissance, elle n'a guère été exploitée, développée « Nous autres, civilisations » ne savons pas, ne voulons pas savoir, que nous vivons de cette éternelle et prosaïque relation.

Et pourtant, cette mise en relation dialectique et historique de la production et de la consommation, est bien, tout d'abord, la fondamentale détermination du socius. Mais elle est encore et surtout l'identification des enjeux et du jeu de l'éthique et du politique, le fondement de la philosophie politique.

THÈSE 2

L'expression libérale
De la relation universelle. -
La société dite de consommation

Actualisons le modèle universel et abstrait.

La société libérale de l'après-guerre se caractérise par le passage progressif d'une société de la rareté – et même des « restrictions » – à une société dite d'abondance, la dite – « société de consommation ».

Il ne s'agit-là que d'une première mise en place, d'un repérage en référence à une catégorie consacrée, qui, évidemment, sera l'objet d'une critique radicale.

Mais on peut déjà reconnaître la caractéristique générale de cette économie politique.

La rareté est à la convergence de deux facteurs ; produits peu nombreux et consommation sélective (cherté). « La société de consommation », au contraire, est une production de série et une consommation de masse.

Il s agit d'une métamorphose de l'économie capitaliste qui accomplit enfin le projet de société qui lui est consubstantiel. Nous pourrions même dire que la période antérieure doit être considérée comme un précapitalisme, dans la mesure où ce projet de société est encore empêché, pour de multiples raisons.

Avec « les trente glorieuses », la dite « société de consommation » se met en place. L'appellation idéologique ne doit pas cacher la réelle mutation de l'économie de marché. Il s'agir d'une métamorphose, d'un développement quantitatif qui accède à un saut qualitatif. C'est tout un nouveau et immense marché, d'énormes et nouveaux profits. Mais c'est aussi un

nouveau système productif, toute une nouvelle organisation du travail, pour répondre à la demande ou pour la susciter.

THÈSE 3

Le libéralisme en sa perfection « chrématistique ». Le double développement du profit – Pour Obtenir le profit maximal – Devient le principe De la dualité production-consommation.

Le capitalisme se fonde et se développe – et cela n'a pas été suffisamment exploité par les penseurs de l'économie politique… et de l'éthique – à partir de deux sources de profit (au sens large du terme, selon toutes les acceptions du mot). L'une est l'exploitation du producteur (sa détermination marxiste, classique, étant « l'extorsion de la plus-value »). L'autre est le profit (au sens étroit du terme, technique) sur le consommateur.

Ce qui caractérise la « société de consommation », c'est le développement maximal du profit, (au sens large). Mais cela ne peut s'accomplir que par le dédoublement du profit, celui de la double exploitation, de l'ouvrier, du travailleur, du producteur et du marché. Et il faut que chacune de ces exploitations se fasse maximale.

C'est la définition optimale du chrématistique ; « l'art de créer des richesses ». – Aristote – est devenu une logique totalitaire. Celle de l'économique, poussée jusqu'à ses dernières limites. Aucune possibilité de profit n'échappe à son exploitation. Aussi, en toute rationalité, le développement social devient le développement économique.

Alors, apparait une dualité constitutive de l'économie politique du libéralisme qui aura le pouvoir d'engendrer la dualité constitutive de la société.

C’est que le procès de production et le procès de consommation s’organisent selon des modalités différentes, selon une autonomie relative.

A l’origine, les cibles sont divergentes. Elles s’orientent même selon des activités opposées.

Mais pour obtenir le profit maximal chaque processus doit de plus en plus se développer, se singulariser, se radicaliser.

Ce qui n’apparaissait pas tant que la société de consommation ne s’était pas développée, tend alors à s’exaspérer et à apparaître comme dualité.

THÈSE 4

La contradiction constitutive de La société libérale : oppressive sur Le producteur, permissive Pour le consommateur.

Le procès de production et le procès de consommation s'organisent donc en dualité de la société libérale. Mais la maximalité du profit va occasionner une mutation essentielle, selon la relation dialectique de la quantité et de la qualité. Cette maximalité, à un certain niveau de son accroissement quantitatif, provoque un saut qualitatif. La dualité s'exaspère en radicale contradiction : oppressive sur le producteur, permissive pour le consommateur.

Cette dernière énonciation est le théorème à démontrer (Il a été amené et mis en place par les trois Thèses qui précèdent).

Il s'agit d'établir l'essence même du libéralisme, sa nature profonde, sa raison d'être. Elles résident en cette contradiction combien méconnue et combien décisive.

La démonstration doit apporter les modalités concrètes et spécifiques de cette contradiction, de ce concept. Ces modalités devront être celles du développement exhaustif de la société libérale. Ce développement sera celui des classes sociales selon la relation constitutive de l'oppression sur le producteur et de la libéralisation permissive du consommateur.

Tous les corollaires du théorème devront aussi être révélés : le politique ne sera que la conséquence, la gestion de cette dualité constitutive, nécessaire à l'économie capitaliste.

Ce corollaire est d'une importance capitale : le politique n'est que la gestion du principe constitutif de l'économie ! Il n'a pas d'autonomie spécifique. Il n'est que le moyen – la

superstructure – qui permet le développement « harmonieux » de la contradiction, jamais reconnue, jamais pensée, jamais supposée, qui organise notre vie.

La philosophie politique devrait « travailler » sur cet immense paradoxe : comment se fait-il que soit si bien géré ce qui n'est même pas soupçonné ? Pour la solution, il est à craindre que la psychanalyse ne soit pas d'un grand secours.

THÈSE 5

La tripolarisation du système - Ses trois enjeux.

Le libéralisme va se déployer selon trois axes, trois modalités de gestion :

1°) L'oppression économique qui va porter sur la classe ouvrière en particulier et sur les travailleurs en général.

2°) La consommation permissive qui se diffusera à partir du corps social créé par le développement d'un nouveau système de métiers : les nouvelles couches moyennes.

3°) La mise en place du système politique qui permettra le fonctionnement de cette contradiction (devenue nécessaire à l'économie politique capitaliste), toute une politique politicienne qui va cheminer de la neutralisation du Conseil national de la Résistance au consensus d'abord de l'alternance puis de la cohabitation, puis de l'alternance.

Ainsi le libéralisme s'organise selon une différenciation radicale des moyens et des cibles. Cela permettra le meilleur déploiement en trois espaces spécifiques qui peuvent s'ignorer et même s'opposer.

THÈSE 6

L'oppression économique en tant Que fondamentale modalité de Gestion (du libéralisme)

Cette expression – oppression économique – permet de saisir non plus les effets – pauvreté, chômage, « exclusion » – mais la cause matricielle, originelle. Elle est un principe de gestion, une source de profit, une stratégie fondamentale à l'égard de l'ouvrier, du travailleur, du producteur.

L'oppression économique est un concept opérationnel. Elle révèle l'économie politique libérale en un acte majeur, en sa fonctionnalité.

L'idéologie dominante aura consisté, essentiellement, à camoufler cette terrible fonction constitutive du libéralisme.

Ainsi les « exclus » servent à cacher la pauvreté et celle-ci l'oppression économique. De même, la notion de société de consommation a permis « d'oublier » son procès de consommation.

Mais, sous la société de consommation, l'oppression économique ! Elle est la révélation apportée par le concept. L'oppression économique a bien valeur de concept opérationnel. Elle fait apparaître la réalité cachée et la cause des multiples effets.

THÈSE 7

L'oppression économique – En son principe – Veut le démantèlement des forces Productives traditionnelles. – La « purification économique ».

Pour maîtriser l'économie nationale, il faut contrôler, réduire, abattre ce qui l'empêche : les forces productives traditionnelles, celles qui ont fait la nation, les forces vives de la république les piliers de « l'exception française ».

Cela est bien plus qu'un combat idéologique, de dévalorisation, de liquidation des valeurs. Il faut atteindre l'adversaire en son infrastructure même, à sa base, en sa cause et non seulement en ses effets, ses représentations.

La classe ouvrière, essentiellement, mais aussi la paysannerie, forces productives élémentaires (le primaire et le secondaire), seront attaquées en leur existence même. C'est l'identité de classe qui est visée.

On pourrait avancer cette formule : l'ouvrier doit être exclu de son appartenance de classe ! Pour cela, il faut éliminer les métiers qui ne seraient plus rentables (pour qui ?). Et, bien entendu, cette « purification économique » se fera au nom du progrès.

De là, toute une « épuration » productive qui doit démanteler la classe ouvrière en particulier mais aussi les forces productives en général (artisans, travailleurs indépendants, petits patrons) dans leurs secteurs de base (métallurgie, mines, textiles) et faire disparaître, aussi, les commerces et services de proximité. C'est toute une stratégie de la « terre brûlée », faire le vide.

Il s'agit d'une terreur économique sans précédent : l'élimination de l'adversaire par l'élimination de son métier, de ses moyens d'existence, de son environnement. C'est essentiellement, répétons-le, l'identité de classe qui est en cause. La purification économique est une guerre froide. Elle vise l'existence physique de la classe ouvrière. Il faut réduire l'adversaire – l'ennemi de classe réel ou potentiel – à n'être plus qu'une force productive totalement dépendante, entièrement soumise aux impératifs financiers et bancaires d'une économie « mondialisée ».

THÈSE 8

L'oppression économique en tant Que généalogie de la classe Ouvrière de l'après guerre (de 39)

La classe ouvrière a donc subi des transformations quantitatives et qualitatives qui la différencient radicalement de celle du XIXème. Loin de témoigner d'une « intégration dans la société de consommation » comme les idéologues du libéralisme social libertaire ont pu le prétendre – à partir des freudo-marxismes – son identité de classe a été renforcée.

La classe ouvrière a été victime – est toujours victime – de six terribles figures d'oppression économique. Cette notion recouvre paupérisation et aliénation.

Ces déterminations sont celles de la généalogie de classe (de l'après-guerre). Autrement dit, la classe sociale se constitue, alors, organiquement, en tant que système d'oppressions. Son être de classe est fait de l'expérimentation exhaustive de ces six figures d'oppression.

Celles-ci apparaissent, se définissent selon les trois étapes de développement capitaliste (décollage, ascendance – les trente glorieuses – crise généralisée) et selon le procès de production et le procès de consommation (spécifiques à chacune de ces étapes).

On peut disposer l'ensemble selon ce schéma :

E:\Utilisateurs\Philippe\Rafael Discount\Les métamorphoses de la Lune des cieux\Rafael Discount - Les Métamorphoses de la Lune des Cieux_fichiers\image002.jpg

THÈSE 9

Les six figures de la nouvelle Paupérisation et de la nouvelle Aliénation de la classe ouvrière

Ce schéma se traduit en termes concrets et historiques par :

1°) Le déplacement de population qui permet la spoliation-spéculation foncière sur un territoire qui devient celui du loisir, industrie du loisir, maison de campagne, etc…).

2°) Les spéculations sur l'installation dans le territoire du travail (H. L. M., transports) de cette population déplacée.

3°) L'exploitation productiviste par les cadences infernales et la parcellisation extrême du travail (fordisme, taylorisme).

4°) L'exploitation par la vente des biens d'équipements collectifs et des ménages).

5°) La précarité et le chômage.

6°) L'austérité (sur les biens de première nécessité).

Il s'agit-là, à un moment donné de l'histoire (l'après-guerre) d'une généalogie de classe, de cette catégorie qu'est la classe ouvrière. Ce parcours exhaustif devient ainsi un modelé de l'oppression économique qui sera repris – mais rarement d'une manière aussi totale, exemplaire – par bien des travailleurs sans appartenance de classe aussi caractérisée : essentiellement par les employés, mais aussi d'une manière plus générale, par bien des salariés.

THÈSE 10

Le légitime et relatif accès aux biens D'équipements n'est pas l'accès À « la société de consommation »

Il faut proposer une élémentaire logique des besoins pour écarter l'idéologie de « la société de consommation », celle qui prétend que la classe ouvrière s'est intégrée dans cette société de consommation.

Cette classe ouvrière a pu, tout d'abord, accéder aux biens de subsistance (production de série et consommation de masse). Sans que cela soit un acquis (chômage et austérité).

Elle a même pu accéder aux biens d'équipements, collectifs et des ménages (électroménager essentiellement). Sans que cela soit un acquis.

Il s'agit là d'une utilisation combien légitime, due à ceux qui ont produit ces biens. L'usage est fonctionnel, utilitaire. Il n'y a pas accès à la consommation libidinale, ludique, marginale, qui caractérise la vraie société de consommation, celle du marché du désir. On ne consomme pas un frigo mais ce qu'il y a dedans. Si la classe ouvrière danse, c'est, maintenant, « devant le buffet ».

Mais il est vrai aussi que la stratégie du capitalisme consiste à essayer de séduire et de pervertir cette classe ouvrière. Nous montrerons qu'il s'agit alors d'une donnée fondamentale de la lutte des classes de notre modernité.

THÈSE 11

Les nouvelles couches moyennes sont le lieu Originel de la consommation permissive. - Leur indétermination de classe et Leur situation professionnelle

Tout à l'opposé de l'oppression économique, la consommation permissive qui va se diffuser à partir des nouvelles couches moyennes.

Mais, pour justifier cette thèse, il faut passer par un assez long détour méthodologique C'est qu'il faut, tout d'abord, définir le statut de ces nouvelles couches moyennes, parfaitement méconnu des « spécialistes » eux-mêmes.

Ce qui les caractérise, c'est leur non appartenance aux deux classes sociales constitutives du procès de production (capitaliste).

La société traditionnelle – d'avant les trente glorieuses – était le face-à-face de la classe ouvrière et de la bourgeoisie. Ces nouvelles couches moyennes seront un entre-deux, ni l'une, ni l'autre. Elles sont « moyennes » en ce sens ; entre les deux classes sociales fondamentalement antagonistes.

En effet, elles n'appartiennent pas à la classe ouvrière ; pas de production matérielle directe. Elles n'appartiennent pas à la bourgeoisie originelle car elles ne sont pas propriétaires des moyens de production.

En leur principe, en leur définition formelle, leur indétermination de classe est totale. C'est pourquoi nous les désignons comme « couches » (ou strates, ou segments).

Il fallait donc, méthodologiquement, tout d'abord situer, d'une manière dialectique et historique, le statut de ces couches en fonction de leur rôle dans le mode de production. On peut

alors les désigner concrètement, en fonction de leurs déterminations professionnelles.

Il ne s'agira pas d'une nomenclature empirique, d'un descriptif, tout au contraire. Il s'agit de compléter le jeu dialectique et historique. La classification proposée se fera en fonction du développement de ce mode de production industriel sous tutelle capitaliste. Alors, les métiers exprimeront analytiquement les composantes du développement, leur désignation concrète dans le jeu synthétique du mode de production.

Le jeu dialectique doit tenir les deux bouts ; le relationnel (l'échange, au sens large) mais aussi ses imputations, ses supports.

Le permissif est un « échange » majeur, un mode relationnel. Mais à partir d'entités concrètes, sociologiques. Sans les nouvelles couches moyennes, ce permissif ne peut se développer. Mais on ne peut réduire le permissif au développement de ces couches moyennes.

La conclusion méthodologique (provisoire) est que la lutte des classes doit être définie selon le jeu dialectique du relationnel et de ses imputations sociologiques. (Ce pourrait être une définition de la phénoménologie de la lutte des classes). Elle ne peut être réduite ni à l'empirisme sociologique ni à l'idéalisme althussérien. Si c'est l'antagonisme de classes qui produit les classes, c'est parce que ces classes (constituées) produisent l'antagonisme.

Il y a engendrement réciproque.

THÈSE 12

Les déterminations concrètes de ces À priori. — L'ambiguïté statutaire Des nouvelles couches moyennes

Ces nouvelles couches moyennes viennent, d'une part, des « classes embryonnaires », celles du temps de Marx, triplement instituées : les services publics, les professions libérales, les employés de bureau du privé. Les trente glorieuses ont permis leur énorme développement, un saut quantitatif qui a entraîné à son tour une mutation qualitative de leur nature et de leur rôle.

Il s'agit-là du premier développement du tertiaire et du quaternaire.

Ces nouvelles couches moyennes, proviennent, d'autre part, de la modernité, celle de la création de nouveaux métiers. Cette dynamique subsume le premier développement du tertiaire et du quaternaire, les surdétermine. C'est un nouveau saut qualitatif des nouvelles couches moyennes.

Ces métiers se développent en fonction du développement du mode de production industriel sous tutelle capitaliste. De là, l'ambiguïté constitutive de leur statut.

Il y aura deux axes d'expansion : celui du développement du profit et celui du développement industriel et postindustriel.

D'un côte, il y aura les métiers du plus grand profit, celui qui se radicalise en parasitisme social (les Golden-boys, les publicitaires, les consultants des multinationales…) ainsi que les métiers de l'encadrement de la production (management à tous les niveaux).

De l'autre côté, se développent les métiers qui ne sont pas production matérielle directe mais qui sont nécessaires au

procès de production industriel (ingénieurs, techniciens, chercheurs) et au procès de reproduction (travailleurs sociaux).

Entre les deux, un immense corps de nouveaux métiers a proliféré, constitutivement ambigu, dans la mesure où ces métiers participent à la fois au service utilitaire, productif et au service du profit et de l'autorité. Le cadre, par exemple, peut être coercition douce et forte « valeur ajoutée ». Le service bancaire lui-même est à la fois créateur de profit et service utilitaire.

Ces nouvelles couches moyennes définies d'abord comme extérieures aux deux classes sociales constitutives du procès de production capitaliste, s'avèrent donc surdéterminées par une ambigüité constitutive, une double appartenance, au profit et à la production. Quel paradoxe ! Comme quoi on n'échappe pas aux déterminations du mode de production.

La double appartenance est l'essence même des nouvelles couches moyennes. Cette contradiction est fondamentale, elle est la clé de la lutte des classes actualisée. Notre interprétation sera guidée par cette ambigüité porteuse de disponibilité, de toutes les disponibilités.

THÈSE 13

Les conditions historiques et Sociologiques de la disponibilité Au permissif.

Aussi fondamentale que soit la contradiction statutaire des nouvelles couches moyennes, leur ambigüité constitutive, l'ensemble est soumis à des conditions communes, celles de la disponibilité au permissif.

On peut proposer quatre conditions fondamentales.

Il faut des « mutants », des transfuges même. La plupart des gens de cette population sont en totale rupture avec les idéologies de la société traditionnelle. C'est que s'opère tout un transfert de population, toute une dérive des deux classes sociales originelles, tout un approvisionnement.

Ces nouvelles couches moyennes sont l'accumulation des surplus démographiques et culturels de la bourgeoisie traditionnelle et de la classe ouvrière. Elles représentent soit une ascension sociale, soit un déclassement relatif. En tous les cas, il faut un recyclage. La problématique de ce transfert est résolue par l'idéologie permissive. Il y a, alors, fondamentalement, la dénégation des valeurs morales, de l'ordre « répressif » de la bourgeoisie et de la classe ouvrière.

Autre condition : il faut que la permission soit donnée par le chef, l'autorité. Il faut toute une ratification du permissif, d'ordre mythique, un événement référentiel, toute une donation institutionnelle du permissif, par l'autorité politique elle-même. Ce doit être un événement de dramaturgie, solennel, au sommet, une autorisation du père suprême, de l'état. Ce sera Mai 68 (explication thèse 20).

Il faut aussi une logistique, une structure d'accueil pour mettre en pratique cette libéralisation morale. Il faut toute une organisation spatio-temporelle pour occuper le temps libéré (par le travail des autres). Ce fut St Germain des Prés, c'est maintenant le Forum (des Halles).

La conduite permissive est alors balisée par le circuit de la marchandise. Le lieu fait l'usage. À la limite, ce temps libéré doit s'identifier au temps... du chômage, suprême confusion, qui cache l'aliénation sous la libéralisation permissive.

Enfin, ultime condition, il faut un code, un mode d'emploi, toute une sémiologie qui sera produite par l'élite culturelle de ces couches moyennes.

THÈSE 14

Les conditions financières
De l'accès au marché du désir. -
Les déterminations salariales
De la nouvelle jouissance

Nous ferons, ici, une auto-critique. Dans « Le capitalisme de la séduction », nous avons trop privilégié les incitations idéologiques, les conditions historiques et sociologiques de la disponibilité au permissif, ce que nous allons corriger en reconduisant que c'est bien, avant tout, le financement « privilégié » d'une partie de ces nouvelles couches moyennes qui est l'essentielle condition de l'accès non seulement au système des objets de la dite société de consommation, mais surtout de l'accès à la consommation ludique, libidinale, marginale. Il s'agit de l'immense marché du désir, bien au-delà des biens d'équipements, accès aux biens et aux services du superflu (les vrais « faux » besoins), à une nouvelle modalité de jouissance, celle de l'énorme industrie du loisir, du plaisir (drogue, prostitution...), du jeu, de la mode et de ce qu'est devenue la culture.

Le financement « privilégié », qui permet l'accès à ce marché, relève d'une détermination essentielle de la société du salariat généralisé. Elle consiste à redistribuer une part du profit en poste de budget (grâce à la politique des revenus, par exemple). Une part du salaire peut être réinvestie – en toute sécurité et légitimité – dans l'économie libidinale (les professions libérales font évidemment exception à cette redistribution salariale : le profit est immanent à leurs émoluments).

Le capitalisme bancaire a beaucoup aidé cette économie. On ne prête qu'aux riches : le crédit est une spéculation sur le poste de budget dévolu à la jouissance. Il est calculé sur une longue durée salariale. Ainsi, il est multiplié et la jouissance est immédiate, sans payer… mais en déboursant le double.

Quelques règles élémentaires définissent cet accès au marché du désir. Il faut, tout d'abord, dépasser un certain seuil salarial, celui de l'ouvrier. De plus, il est évident que plus on monte dans la hiérarchie de ce salariat et plus grande est la part qui peut être consacrée à la jouissance. Corollaire, aussi évident : plus on progresse dans le profit et le parasitisme – aux formes multiples – et plus la part qui peut être consacrée à la jouissance augmente.

Il y a comme une fatalité économique de l'économie libidinale. Car que faire d'un « surplus » salarial quand les biens d'équipements, de confort sont acquis et que ce surplus n'a pas à être réinvesti dans les équipements productifs ? Le moyen d'accès, au marché du désir, n'est-il pas la condition même de la création, de l'existence de ce marché ? N'est-il pas la condition même… du désir ? Le désir, conséquence (fatale) du surplus ? Le désir ne serait pas l'effet d'un manque, mais d'un surplus ?

THÈSE 15

L'énorme paradoxe – Spirituel, Philosophique, politique - Du modèle permissif

Nous allons définir cc modèle à partir de son lieu le plus révélateur, de sa pratique paroxystique, exemplaire, parfaite. Il ne sera que le reflet actif de la situation – limite du permissif.

Nous choisirons, dans la classification déjà proposée le « Haut de gamme », celui du groupe « des métiers du plus grand profit, celui qui se radicalise en parasitisme social… »

Nous constaterons que, d'une manière exemplaire, ces gens-là ne sont pas forces productives matérielles directes et qu'ils ne sont pas propriétaires des moyens de production. Or, ce sont eux qui consomment, de la manière la plus exemplaire, en termes quantitatifs et qualitatifs, consommation de haut de gamme et consommation du permissif.

Il s'agit là d'un « phénomène social » qui dépasse les appréciations traditionnelles de la moralité et de la religion ; c'est un nouveau statut de la jouissance, une nouvelle mise en situation de ses conditions : jouir, en toute légitimité, sans produire et sans posséder (les moyens de production) !

Tout se passe alors comme si les forces productives et les moyens de production n'étaient que les services du permissif ! Tel est le paradoxe des paradoxes, ce que nous proposerons comme étant le vrai principe de la dite « société de consommation ».

Certes, il s'agit là d'un modèle, c'est-à-dire de l'expression parfaite, exemplaire, du permissif, modèle extrait d'un haut de gamme. Mais il est, plus ou moins – et nous avons déjà proposé des modalités restrictives – valable pour la catégorie

« nouvelles couches moyennes ». D'une manière générale, elles non plus ne sont ni forces productives matérielles directes, ni propriétaires des moyens de production. Et combien disponibles au permissif.

Mais, répétons-le aussitôt, cette détermination doit être située dans le statut ambigu, contradictoire, de cette catégorie sociale. II faut apporter le nécessaire correctif, celui qui va tempérer, corriger, moduler le modèle en fonction de l'autre détermination essentielle de ces nouvelles couches moyennes : la participation au travail nécessaire à la production matérielle directe.

THÈSE 16

Les trois genres d'économie Politique possibles : les trois Genres d'existence possibles

Nous disposons déjà de suffisamment d'éléments pour proposer les différences (de classes ?) fondamentales. Trois économies politiques possibles décident des trois genres d'existence possibles.

Il y a trois ordres : celui de l'économie de subsistance, de l'économie libidinale, de l'économie de réinvestissement (les trois racines de l'inconscient collectif).

L'ouvrier reste soumis à l'économie de la rareté, du manque même. Certes, conjoncturellement, pendant les trente glorieuses, il a pu garantir les biens de subsistance et même accéder aux biens d'équipements (des ménages). Mais la crise généralisée a remis tout en question.

Les nouvelles couches moyennes – en partie, selon les conditions citées – accèdent au surplus, à ce surplus salarial qui autorise l'accès au marché du désir.

La bourgeoisie traditionnelle, elle, doit réinvestir le profit dans la reproduction, dans les équipements productifs, dans l'entreprise familiale. La famille, et non seulement le chef d'entreprise, a certes le droit d'accéder aux biens du confort, du standing, d'un certain luxe, même. Mais l'essentiel du profit doit être réinvesti soit dans le patrimoine, comme capital de l'entreprise, soit dans les équipements productifs (à cause de la concurrence… et de la faillite possible, si dilapidation libidinale, ludique, marginale il y avait).

Donc, pas de part « permissive » prévue pour l'ouvrier et la bourgeoise d'entreprise. Mais part de jouissance garantie et légitimée pour une partie des nouvelles couches moyennes.

THÈSE 17

Le modèle permissif tend à Surdéterminer le modèle Traditionnel de la jouissance

À l'encontre de la loi (le réinvestissement dans l'entreprise) et grâce a cette loi, la bourgeoisie de l'avoir avait su créer une étroite voie d'accès à la consommation ludique, libidinale, marginale, mais en tant que cas d'espèce.

L'entrepreneur, époux et père, pouvait soustraire une part de jouissance du budget de l'entreprise et du budget familial. Mais alors montré du doigt par la religion, la morale... le concurrent. Ce dilapideur du patrimoine et de l'entreprise devenait un mauvais chef d'entreprise, époux, père. Ce 'était qu'un vicieux, un faible.

La contradiction interne – le fils cadet qui sera écarté de l'entreprise et l'épouse qui ne la possède pas, les premiers « exclus » – ne pouvait, elle, accéder qu'à une consommation symbolique, transgressive, ne disposant pas du financement nécessaire.

Donc, deux voies d'accès à la consommation ludique, libidinale, marginale. {2} L'une est rongée par la culpabilité, l'autre par la frustration.

Quel soulagement alors de rencontrer le modèle permissif !

L'entrepreneur peut accéder à la légitimité de sa jouissance et le fils transgresseur accéder à son effectivité.

Pourquoi ne pas profiter de l'énorme marché du désir qui ne pouvait exister du temps de l'impérative codification par le vice et la vertu ?

Cette ratification du modèle permissif permet de passer du cas d'espèce à la norme, de la transgression à l'usage banalisé,

du privilège au droit, du romanesque au comportement sociologique.

THÈSE 18

Le modèle permissif a même Vocation de s'imposer à la société Globale. – La consommation Symbolique et transgressive

Il faut tout un « acharnement » conceptuel pour démystifier la prétendue « société de consommation ». Il fallait tout d'abord situer son origine, sa matrice – les nouvelles couches moyennes – pour écarter l'idéologie dominante, celle qui camoufle la réalité par des généralités abstraites, à la manière de Debord et de Baudrillard.

Il faut ensuite établir, en termes dialectiques et historiques, la propagation du modèle. Il a vocation stratégique de devenir universel.

Pour ce faire, il doit supplanter, tout d'abord, le modèle traditionnel de la jouissance, la double modalité établie par la bourgeoisie de l'avoir.

Mais son projet ultime est bien de s'imposer à la société globale, à toutes les autres déterminations de classe.

C'est toute une stratégie du « capitalisme de la séduction ». {3}

Comment, donc, séduire toute une population qui n'a pas ; les moyens – la part du profit redistribuée en poste budgétaire de la jouissance – d'accéder à la consommation effective, au passage à l'acte ?

Il s'agit de la partie « inférieure » des nouvelles couche moyennes – secrétaires par exemple – des employés et même de la classe ouvrière, les femmes et les jeunes étant les cibles privilégiées.

Ce qui est offert, alors, est la consommation symbolique (celle des signes) et même la consommation transgressive (certains « exclus » pouvant même y accéder). Toute une symbolique transgressive est devenue un prêt-à-porter.

À la place de la consommation par l'argent, est proposée une consommation symbolique mais qui a valeur d'acte transgressif. C'est un usage compensatoire, mais qui est aussi une voie d'accès, essentielle, au libidinal, au ludique, au marginal.

On pourrait proposer cette loi : plus on profite du profit et moins on a besoin de la symbolique transgressive, moins on profite du profit – pas du tout même – et plus on a besoin de cette symbolique. A chacun selon ses moyens. On s'éclate comme on peut, avec un top-modèle ou avec un joint, comme une vedette ou comme un fan.

Nous verrons comment cette stratégie s'accomplit avec l'hégémonie du signifiant.

THÈSE 19

Des difficultés théoriques
Et existentielles à reconnaître
Le rôle décisif de ces nouvelles
Couches moyennes

Elles sont le plus énorme non-dit de l'époque. La dogmatisation du marxisme et l'idéologie de ces nouvelles couches moyennes convergent, s'épaulent et en définitive se confondent pour ne pas dire la seule chose qui soit à dire.

La dogmatisation du marxisme s'est caractérisée par le refus de reconnaître la modernité, la spécificité, la nouveauté de ce phénomène. Les nouvelles couches moyennes ne sont pas reconnues comme telles. Elles sont réduites à une expansion quantitative du salariat et tout au plus à un nouvel avatar du « petit bourgeois ».

Quant aux « élites intellectuelles » de ces nouvelles couches moyennes comment pourraient-elles se reconnaître comme couches et comme moyennes : « Moi, couche, moi, moyen ! » ? La prise de conscience de classe serait « la néantisation » de tout leur narcissisme de caste et la remise en question de leurs fantastiques acquis économiques, politiques, culturels, alors qu'elles viennent à peine d'accéder à ces privilèges. Toute leur idéologie va consister à camoufler cette situation au nom des droits de l'homme, ou des droits à la différence, au nom de la libéralisation, et même de la liberté !

THÈSE 20

Deux grands repères pour aider a comprendre La société permissive et les nouvelles Couches moyennes : Le plan Marshall et mai 68

Pour mieux comprendre comment l'on devient couche et moyen, comment l'idéologie dominante s'élabore, situons les deux grandes voies d'accès à la libéralisation des mœurs.

Le Plan Marshall a été un cadeau de l'impérialisme américain. Il a permis la première liquidation de la France traditionaliste. C'est une conquête de marchés et une soumission politique (exclusion des ministres communistes). Il a su joindre l'utile et l'agréable : machines-outils mais aussi « le rêve américain ». II exporte un modèle de vie.

Le surplus (américain) devient le signe de la rareté élitaire. (Quelle dérision !). Tout un système d'objets et de services exige de nouveaux usages. Ceux d'une émancipation libertaire qui n'est autre que la progressive intégration à l'économie du marché du désir capitaliste (cf. Le capitalisme de la séduction).

Mais cela n'a été valable que pour une « élite » (Saint-Germain-des-Prés). Le marché du désir veut sa maximale expansion par la massification du libéralisme libertaire.

Ce sera Mai 68. Un fabuleux marché était virtuel : industrie du loisir, du plaisir, du divertissement, de la mode, etc... Mais le consommateur potentiel était encore inhibé par les totems et tabous de la société traditionaliste. La morale interdit de consommer ce que l'on n'a pas produit, alors que le capitalisme bancaire permet de jouir sans avoir ! Il fallait une mutation globale des mœurs mais conquise, autorisée et même légitimée par l'état.

Il fallait Cohn-Bendit et Pompidou, la profonde complicité du libertaire contestataire et du libéral « éclairé » et débonnaire pour liquider « le vieux » et rendre possible « la nouvelle société » de Chaban-Delmas reprise et accomplie par Giscard.

THÈSE 21

La gestion politique de la contradiction Stratégique du capitalisme. – La contre-révolution du libéralisme social (Démocrate) libertaire

Ce libéralisme est une contre-révolution en son principe : il commence par la neutralisation et même la liquidation du programme du C. N. R., de la France révolutionnaire issue du Front Populaire et de la Résistance. Il accède à son régime de croisière, au capitalisme de l'ascendance, par « le coup d'état permanent » qu'est le Régime Présidentiel, qui, sous prétexte de liquider les « tares » du parlementarisme a permis aux grands managers des multinationales d'encadrer l'appareil d'état… républicain (et inversement). Ainsi, dans les structures formelles de la République et de la démocratie bourgeoise, le libéralisme peut pervertir le citoyen en client, imposer un contenu mercantile et, ironie suprême, au nom des droits de l'homme.

En même temps, ce libéralisme est doublement « progressiste ». En neutralisant et même en écartant la droite bête et méchante – tout en s'en servant comme faire valoir : Le Pen. En proposant une extraordinaire accélération du progrès technologique. Et pour cause : c'est son mode de production qui permet l'élimination des concurrents et l'accession à la concentration et au monopole à ceux-là seuls qui possèdent les moyens financiers de l'investissement technologique (et même de la recherche scientifique).

Le libéralisme fait « du social », du social-réformisme, récupérant et pervertissant les lois sociales issues de la Résistance et de la Libération et en créant celles de la

modernisation et de la « flexibilité ». Il aménage même les conditions super structurales de la consommation de masse : ce libéralisme « s'avance » jusqu'à la social-démocratie. Il aménage aussi les conditions de la consommation libidinale, ludique, marginale du marché du désir : ce libéralisme social-démocrate est aussi libertaire.

THÈSE 22

L'actuel consensus révèle la complémentarité Et la profonde complicité idéologique du Libéralisme, de la social-démocratie, Du libertarisme. – La pensée unique

Le système a besoin de mœurs libertaires, d'une politique social-démocrate, d'une économie libérale. Ce sont les trois composantes du meilleur mode de production capitaliste possible, celui du plus grand profit et de sa parfaite gestion.

Les trois idéologies possibles de ce capitalisme se sont d'abord définies, en leur généalogie, dans le conflit, comme opposition. C'est qu'elles exprimaient soit des moments spécifiques du développement industriel, soit des genres de vie définis par le statut dans le procès de production et le procès de consommation (le bourgeois est, dans le conscient, répressif et, dans l'inconscient – la consommation libidinale – libertaire).

Ces trois systèmes idéologiques ont cheminé parallèlement selon une progressive réduction de leurs antagonismes pour, en fin de parcours, se réconcilier en un consensus qui est le partage du gâteau selon la division énoncée (dans la première phrase de l'explicitation de cette thèse).

Si la structure du système est ce tripartisme, l'opportunisme du capitalisme se déploie en mettant en valeur telle ou telle de ses composantes. Mai 68 a été la promotion de la dimension libertaire dans l'existence. Il fallait promouvoir le marché du désir. La crise généralisée exige une oppression économique (sur le travailleur) renforcée.

Bien entendu, la stratégie élémentaire des idéologues du système consiste à « ignorer » cette réalité pourtant constitutive

de l’ordre capitaliste. Pour cacher leur profonde complicité, ils passent leur temps à se disputer : société du spectacle.

THÈSE 23

C'est seulement en reconstituant la généalogie Du capitalisme que l'on peut comprendre La métamorphose de la société française Et le rôle idéologique de la notion De « société de consommation »

Les idéologues qui ont prétendu dénoncer cette « société de consommation » n'ont fait, en définitive, que l'exprimer, de leur point de vue élitaire. Leur critique la plus subtile n'est autre que la stratégie la plus élaborée du libéralisme. Ils ont mis en place la pure confusion, celle qui cache le mieux le projet libéral.

Cette idéologie – d'origine freudo-marxiste – reposait sur deux propositions essentielles :

1°) La classe ouvrière s'est intégrée et vendue à la société de consommation.

2°) Des gens éclairés et généreux, venus des classes moyennes, ont su dénoncer cette intégration et proposer une stratégie de résistance, une « alternative ».

C'est le contraire :

1°) La nouvelle classe ouvrière est victime d'une radicalisation de l'oppression économique.

2°) Par contre, c'est à partir des nouvelles couches moyennes que se diffuse le modèle de société permissive « libérée » qui est le but même du capitalisme moderne.

Certes, tout le discours pour ou contre la société de consommation est maintenant dépassé. Mais il fallait le reconstituer pour préciser les fondements stratégiques de ce capitalisme, le monstrueux renversement des rôles qui autorise le confusionisme actuel.

Il est donc impératif, du point de vue méthodologie, pour comprendre la réelle mutation de la société française, d'établir la dialectique de la production et de la consommation. Le marxisme s'est dogmatisé en persistant à définir le statut de classe exclusivement en fonction de la production. Ce n'est que par cette dialectique que la stratégie du capitalisme « moderne » peut être reconstituée.

THÈSE 24

Le but essentiel de la stratégie : La classe unique

La tripolarisation stratégique que nous venons de définir a pour but de « dépasser » la lutte des classes. Elle s'ouvre sur la « Troisième voie ». Celle du consensus de la contre-révolution du libéralisme social libertaire.

Cette troisième voie doit aboutir à la classe unique, notion idéologique qui est le contraire parfait de la société sans classes. Quel nouveau dispositif de classes se cache derrière cette notion ?

Cette classe unique ressemblerait beaucoup aux ordres de la société monarchique (clergé, noblesse, tiers état), C'est qu'elle se définirait aussi comme une fonction essentielle organisée et monopolisée par une caste très hiérarchisée. L'ordre se dispose à la verticale et la classe sociale à l'horizontale.

Cette verticalité n'est-elle pas aussi celle des nouvelles couches moyennes qui monopolisent une fonction sociale devenue primordiale (les services) selon une très forte hiérarchie (de la dactylo au manager) ?

Ces nouvelles couches moyennes sont totalement dépendantes de ce rôle social : nous les avons déjà définies comme étant sans appartenance de classe, un entre deux, ni l'un, ni l'autre (thèse 11). Elles tendent à imposer à la société globale le statut de leur production et de leur consommation, statut résumé en cette formule : consommer sans produire et sans posséder. Ce pouvoir idéologique n'est autre que celui des services sur la production matérielle directe et sur la bourgeoisie des moyens de production.

Mais il ne s'agit là que de la composante, certes essentielle, de « la classe unique » : la standardisation du modèle de consommation.

Cet axe vertical s'enfoncerait, à son sommet, dans la stratification de classe (horizontale) du moyen et du « moyen supérieur » pour ainsi souder la classe unique en un corps organique. Les trois composantes de ce sommet du moyen étant alors : la classe moyenne traditionnelle (de l'avoir ou de la gestion), les nouvelles couches moyennes « décisionnelles » ou parasitaires et celles qui sont devenues nécessaires au procès de production sans être force productive matérielle directe (ingénieur, technicien, chercheur).

En-dessus de ce corps mou (oscillant du centre droit au centre gauche pour faire ou défaire les majorités parlementaires ou présidentielles) il y aurait une grande bourgeoisie doublement constituée (par le patrimoine et les affaires), ancienne et moderne : Roschild + Dassault + Trigano + (ou – ?) Tapie.

En dessous (de l'agglomérat central) s'étalerait tout un peuple. Cette masse serait constituée de la partie inférieure des nouvelles couches moyennes et d'un prolétariat éclaté, marginalisé. Cette foule hétéroclite n'aurait plus de référence politique car elle aussi totalement soumise au modèle consumériste.

Ce projet de classe unique est porteur de la société duale. En période d'ascendance, il a pu paraître en partie réalisable. Mais nous verrons que la crise le fait éclater en une société duale, à plusieurs vitesses même.

THÈSE 25

Le libéralisme se caractérise par un Système détourné d'hégémonies. - Le totalitarisme en douce

Plus le libéralisme maîtrise la lutte des classes et plus il prétend « la dépasser », avec, comme but, la classe unique. Pour accéder à cette maîtrise, le libéralisme a su créer tout un système de coercitions douces, tout un nouveau « dressage permissif ».

Ce système n'est que la mise en place de l'appareil gestionnaire du principe stratégique énoncé dès le début : oppression économique et permissivité des mœurs. Les deux termes sont en relation inverse. Le libéralisme devient hégémonique lorsqu'il peut atteindre le développement maximum des contraires : la radicalité de l'oppression économique et la totale libéralisation des mœurs.

C'est dire la complexité et l'extraordinaire développement de l'appareil gestionnaire, puisqu'il doit recouvrir la plus force contradiction. Il doit proclamer « liberté » le dressage permissif et camoufler la terreur blanche (de l'oppression économique).

C'est dire la profonde perversité et diabolique adresse de ce libéralisme, qui a su imposer son hégémonie au nom de la liberté ! Il peut même se targuer de condamner les dictatures et de proclamer les droits de l'homme, alors qu'il a mis en place tout un système de manipulations qui lui permet de disposer des pleins pouvoirs.

Ce sont des pouvoirs apolitiques, mais d'autant plus aliénants et coercitifs qu'ils relèvent de la persuasion douce, du langage, d'un signifiant qui ne sait même pas qu'il véhicule le pouvoir de classe. Ce sont des pouvoirs qui déterminent,

maintenant, tous les domaines de la vie sociale (économique, politique, culturel). Ce sont bien des totalitarismes mous, des prises de pouvoir qui recouvrent la totalité des territoires humains et de leurs langages.

C'est le système de l'aliénation.

THÈSE 26

L'hégémonie des nouvelles couches Moyennes (rappel et suite). - Le « tiers-état » du libéralisme

Ce qui fait la réalité organique de ce système d'hégémonies, c'est, avant tout, les nouvelles couches moyennes. Nous avons déjà proposé bien des éléments de la création de ce nouveau corps social.

Deux grandes dynamiques ont autorisé son hégémonie.

D'une part, deux généalogies se sont articulées – celle de l'ascendance économique, politique, culturelle du libéralisme et celle de la croissance sociologico-démographique des nouvelles couches moyennes – pour créer l'extraordinaire corps de métiers spécifique de la modernité capitaliste (cf Thèse 12).

D'autre part, ce corps social est issu d'une autre articulation : celle de la dérive de l'accumulation (de la bourgeoisie traditionnelle) et celle de la dérive des forces productives (classe ouvrière et paysannerie). Tout un système de la parenté permet la rencontre et même la synthèse des dérives des termes de la contradiction.

Ainsi, le capitalisme moderne a créé une formidable entité organique, homogène (mais aussi contradictoire, nous le verrons) puisqu'elle soude, confond, identifie le système de la parenté et le système des métiers, la croissance sociologico-démographique et l'ascendance du libéralisme, la promotion individuelle et le développement du marché.

Il peut alors prétendre avoir dépassé la lutte des classes et proposer la troisième voie, celle de la réconciliation des contraires (bourgeoisie-classe ouvrière). Le sens de l'histoire irait vers la massification des couches moyennes

(intermédiaires et médiatrices) qui oublieraient leurs origines et se fondraient en une mixité qui serait le triomphe de la classe unique.

Et il est vrai que ces nouvelles couches moyennes ont accédé à une hégémonie économique, politique, culturelle.

THÈSE 27

L'hégémonie du double système de promotion des Nouvelles couches moyennes : Le management et L'animation. – C'est aussi un double système D'encadrement de la société globale (Du travailleur collectif et de la société civile)

Ces nouvelles couches moyennes tendent à se hiérarchiser selon un double système promotionnel : les métiers du management – qui encadrent la production – et les métiers de l'animation – qui conditionnent la consommation, au sens large (modèles culturels et sémiologie de leurs usages).

Le management se dispose selon une implacable bureaucratie : des états-majors des multinationales et de l'appareil d'état à ce corps intermédiaire que sont les I. T. C., de celui-ci à l'encadrement par le personnel de maîtrise et les chefs de bureau.

L'animation est partout : dans le privé (« boites ») comme dans l'éducation nationale, dans les clubs de vacances (Club Méditerranée, mais aussi Tourisme et Travail) comme dans les médias et les grandes surfaces, etc. Elle est le discours ambiant.

Le management est un système hégémonique de contrôle du travail. L'animation est un système non moins hégémonique de conditionnement du loisir. Dans les deux cas, il est dit ce qu'il faut penser et ce qu'il faut taire. Il s agit de deux ordres (au sens de « l'Ancien Régime ») qui ordonnent, verticalement, le principe de réalité et le principe de plaisir.

Mais c'est le même principe qui dirige ces deux axes : à l'autorité s'est substituée la coercition douce, la persuasion rampante, l'incitation doucereuse pour en venir à la même participation volontaire. C'est tout un nouveau

conditionnement idéologique. Le management devient la main de fer dans un gant de velours. l'animation devient dressage du consommateur.

Ainsi la totalité du champ social est enfin contrôlée. Le principe de réalité – l'ordre du travail – et le principe de plaisir – l'ordre du loisir et du désir – sont soumis à deux gestions hégémoniques et complémentaires.

THÈSE 28

L'hégémonie des médias. - La promotion des deux Systèmes de promotion

Les nouveaux moyens d'information et de communication ne doivent pas être considérés comme un système autonome totalement explicable par le seul jeu des règles de son fonctionnement. Cette interprétation, qui est celle de Mac Luhan et de l'idéologie dominante, permet de cacher l'essentiel du phénomène en le réduisant à sa manifestation, au signifiant.

Le système des médias et de l'audio-visuel n'est que le prolongement, mais aussi l'achèvement, des deux dynamiques promotionnelles que sont le management et l'animation. Le développement de ces métiers suscite le développement de leurs techniques, celles de l'information et de la communication. Il y a engendrement réciproque : les métiers créent des techniques comme celles-ci créent des emplois.

À un certain niveau d'expansion quantitative des métiers et des techniques de ces deux grands systèmes d'encadrement du travail (le management) et d'encadrement du loisir (l'animation) apparaît un saut qualitatif : les médias et l'audio-visuel. Mutation qualitative des métiers et des techniques.

C'est que ces deux grands systèmes ont atteint une telle concentration, une telle sophistication qu'ils peuvent codifier leurs usages en des métiers spécifiques et selon un langage commun. Ils disposent alors de tous les moyens nécessaires non seulement à la production d'un code spécifique mais aussi et surtout à sa diffusion hégémonique.

Le rôle hégémonique des médias doit être expliqué en sa généalogie, comme le lieu privilégié de la mise en relation de

l'infrastructure et de la superstructure du mode de production capitaliste lorsqu'il atteint la toute-puissance de la codification idéologique. Il faut montrer la continuité de l'encadrement par le management et l'animation et la rupture — l'accès à un code qui systématise tous les usages antérieurs en un langage ultra opérationnel.

Tout se passe comme si le mode de production capitaliste produisait – enfin – la marchandise information et communication, comme s'il produisait « les usines » modernes du traitement de l'échange et de la relation.

Alors le progrès technologique peut être développé selon des moyens très sophistiqués par ceux qui disposent des moyens de production et qui peuvent réinvestir leurs profits en des entreprises spécialisées, en l'occurrence des entreprises de production de l'information et de la communication.

Les médias sont devenus l'achèvement logique de la production capitaliste. C'est le code du relationnel comme mode d'emploi de la production. Ce code est l'expression immédiate du mode de production. La codification de l'échange est celle du pouvoir de gestion. Le signifiant s'identifie à la valeur d'échange.

THÈSE 29

L'hégémonie de la prétendue Intelligentsia. — La trahison des Clercs (et des artistes)

Le management et l'animation révèlent la fondamentale mutation du rôle de l'intellectuel. Maintenant il « roule » pour lui-même. Il n'est plus le marginal qui au mieux pouvait devenir un service idéologique pour les autres en fabriquant les discours de droite ou de gauche, en « s'engageant ». Ce rôle traditionnel de l'intellectuel est totalement dépassé grâce a des métiers qui ne sont plus surajoutés au procès de production L'intellectuel est devenu la pièce maîtresse de l'articulation de la production et de la consommation ; il est nécessaire à l'infrastructure et à la superstructure. Il décide des modalités du principe de réalité et du principe de plaisir.

Et pour lui-même, pour les nouvelles couches moyennes, pour un usage interne des nouvelles valeurs, il dit tout haut et clairement (médias, news) ce que ces masses éprouvent sans savoir se le représenter.

« L'élite intellectuelle » a comme mission de produire l'anthropologie, la philosophie, l'esthétique de ces nouvelles couches moyennes. Elle ne dit plus l'universel, ni les valeurs de la droite ou de la gauche traditionnelles, mais celles du consensus du libéralisme social libertaire, la pratique existentielle de ce consensus.

THÈSE 30

L'hégémonie du signifiant. – Il est Identifiable à la valeur d'échange

La philosophie générale du système peut être résumée par la philosophie du signifiant. Le système des signes qui codifient le relationnel mis en place par la culture des nouvelles couches moyennes – culture essentiellement véhiculée par les techniques et les prétendues sciences de l'information et de la communication – est non seulement l'occultation, l'oubli du signifié et du référent – c'est-à-dire les pratiques du travail, de la production, du réel – mais aussi et surtout leur dénégation.

Le signifiant est un nominalisme d'encadrement d'une extrême violence idéologique. Il interdit a priori la reconnaissance de la réalité, celle de l'autre, celle de la praxis. Il a le fabuleux pouvoir de les réduire à l'inconscient (inconscient de classe). Le signifiant est l'inversion du sens des choses et de la vie.

Ce signifiant n'est autre que la pratique existentielle de la valeur d'échange. La sémiologie dominante exprime la consommation libidinale, ludique, marginale rendue possible par la nouvelle exploitation de l'homme par l'homme. La codification de ce relationnel humain s'est identifiée à celle d'un échange mercantile qui signifie à la fois la non production et la consommation plus ou moins parasitaire.

THÈSE 31

L'hégémonie économique : le triomphe De la marchandise. – Le citoyen est Devenu un client, la nation un marché, La culture publicité

Comment le signifiant est devenu la pratique existentielle de la valeur d'échange ?

Pour ce faire, le capitalisme a conquis l'espace non marchand qui avait longtemps coexisté avec la sphère des besoins créés par la grande industrie et le grand commerce. Il a réalisé une totale subversion des trois composantes de cet espace non marchand : la tradition (art populaire, coutumes), le loisir (issu des lois sociales), la culture (humaniste). C'étaient trois espaces d'existence libre.

Le libéralisme social libertaire les a récupérés, investis et terrible ironie capitaliste – les a réduits à n'être que des moyens de promotion de la marchandise, du signifiant, de la valeur d'échange.

Les trois grands espaces de liberté sont devenus les trois plus belles vitrines du marché. Ainsi le capitalisme s'est octroyé une fabuleuse valeur ajoutée. On achète, avec la marchandise, de la tradition, un usage du loisir, une participation culturelle.

Culture, tradition, loisir constituent les trois composantes surdéterminantes de la valeur d'échange. Ce sont les trois dimensions d'un signifiant qui mercantilise a priori toute relation à l'autre. Les trois lieux de l'existence libre sont devenus les meilleures médiations entre l'homme et la marchandise.

THÈSE 32

L'hégémonie politicienne : la fin Du politique. – Le consensus du Libéralisme social libertaire

Nous vivons ce paradoxe : plus la politique politicienne occupe l'existence plus le politique disparaît de l'existence. Lorsque l'idéologie dominance triomphe par le consensus, la problématique politique s'efface. À la limite, les catégories fondamentales du politique (la droite, la gauche) perdent tout usage et toute consistance.

C'est le moment de la réconciliation des trois termes politiques qui ont exprimé les trois gestions possibles de la libre entreprise : libérale, social-démocrate, libertaire. Ils se sont furieusement opposés au cours de l'histoire du mode de production capitaliste car autant de gestions non seulement possibles mais nécessaires aux étapes de la croissance capitaliste. Ce politique n'a jamais été que le pur reflet des nécessités culturelles de l'économie de marché.

Mais le consensus s'opère lorsque l'économique se fait hégémonique : le libéralisme de l'ascendance. Ce qui veut dire que :

1°) Le capitalisme a pu – enfin ! – atteindre ses fins dernières : la production de série et le marché du désir.

2°) Alors est possible le partage tripartite du gâteau national ; aux libertaires la gestion des mœurs, aux sociaux-démocrates la gestion politique (de la crise), aux libéraux la gestion de l'économie.

3°) Cette super « union nationale » doit écarter toute remise en question du système en marginalisant toute opposition possible, celle des extrêmes (fascisme et communisme).

Il y a eu trois stades de ce processus consensuel : bipolarisation (régime présidentiel), alternance (car nécessité d'une gestion de la crise par la social-démocratie), cohabitation (union nationale institutionnalisée).

En fin de parcours, les jeux semblent être faits. La contradiction politique (socialisme ou capitalisme) semble être écartée au profit du jeu des « différences », des équipes de gestion, de la politique politicienne.

THÈSE 33

L'hégémonie d'une société civile Sans interdits

Toutes ces déterminations hégémoniques convergent et se synthétisent pour créer un nouvel espace de sociabilité, un autre mode d'existence.

La société traditionnelle, elle, était soumise à deux instances superstructurales qui avaient mission de contrôler l'ordre de la consommation et de l'éducation : l'état et la famille (cf « La bête sauvage »).

Sous la pression du système des hégémonies du libéralisme, tout un nouveau système d'échange, relationnel et fonctionnel, tend à s'établir tout d'abord contre l'état et la famille, en les déstabilisants en dévalorisant leur rôle.

En son origine, cette société civile n'existe pas en tant que substance originale, cause d'elle-même ; elle n'est que conquête, annexion des territoires de l'interdit.

En son hégémonie, ironie suprême, cette société civile règne grâce à l'appareil d'état et à la famille. L'appareil d'état garantit les meilleures conditions du marché du désir ! La famille fonde son éducation sur une progressive intégration au système des objets de ce marché (cf « Le capitalisme de la séduction »). Les valeurs de cette société civile sont celles de la consommation libérée, sans entraves et sans contraintes. Elles proclament la suprématie du principe de plaisir sur le principe de réalité. La société civile est le triomphe du libéralisme, du matérialisme bourgeois, du signifiant. Elle est l'oubli de l'histoire, de la tradition. Elle ne veut que la reproduction de ses conditions d'existence.

Cette société civile est le triomphe de la stratégie capitaliste. En douce, en dénonçant le dictatorial, le répressif, l'autorité, celle-ci a pu imposer le système des dictatures molles, celles qui ont permis la réalisation de son projet initial : le plus grand profit.

THÈSE 34

La meilleure des sociétés (Capitalistes) possible

Le libéralisme semble donc avoir parfaitement réussi. Il s'est développé selon trois axes de réalisation qui ont permis de mettre en place le système des hégémonies du consensus, du libéralisme social libertaire.

Le capitalisme ne triomphe-t-il pas lorsqu'il peut prétendre identifier liberté et libéralisme ? Il a doublement récupéré, contourné, l'idéal socialiste, en créant une production de série qui garantit une consommation de masse et en créant un marché du désir qui garantit le permissif.

Ainsi, il coupe l'herbe sous les pieds au projet socialiste, dans les domaines de la production et dans celui de la culture, des mentalités. Il a bouleversé, métamorphosé l'infrastructure et la superstructure. Quelle révolution ! N'est-ce-pas l'idéal : les avantages du progrès sans ses obligations, les droits sans les devoirs, le beurre et l'argent du beurre ?

THÈSE 35

L'apologie du libéralisme en tant Que bilan des « trente glorieuses »

Cette meilleure des sociétés (capitalistes) possible, celle qui peut identifier au mieux liberté et libéralisme, abondance et progrès, peut être saisie en son meilleur moment, à la fin des « trente glorieuses »… juste avant la crise !

L'idéologie libérale peut alors accéder à la meilleure argumentation possible, celle d'un bilan triomphaliste.

Cette apologie est l'achèvement logique de la phénoménologie du développement du libéralisme. Nous avons tout d'abord saisi ascendance et hégémonie en leur pratique, en leur réalisation matérielle. Alors, quand tout cela est accompli, toute une justification théorique, philosophique même, peut s'édifier. Le succès n'est-il pas la meilleure preuve de la valeur doctrinale du libéralisme ?

THÈSE 36

Le libéralisme
Serait l'accomplissement
De la philosophie des lumières !

Cette apologie va s'appuyer sur les fondements mêmes de la philosophie… progressiste ! Le libéralisme pourra même revendiquer une légitimité humaniste.

La pratique libérale proposerait (enfin) la mise en œuvre de propositions restées jusqu'à elle abstraites, virtuelles. L'idéal, l'utopie des Lumières, deviendrait réalité.

Cet humanisme reposait sur deux propositions fondamentales :

1°) Il y a une nature humaine, qui est bonne.

2°) Elle a des besoins légitimes à satisfaire.

Le libéralisme arrive alors pour mettre en pratique cette troisième proposition, cette conclusion : l'économie de marché (quand elle peut développer toute sa logique) permet la légitime satisfaction de ces légitimes besoins.

THÈSE 37

Le libéralisme serait même L'accession à une Nouvelle civilisation.

Une civilisation n'est-elle pas la création de valeurs hégémoniques et de leurs appareils de gestion pour décider des deux grandes fonctions humaines : produire et consommer.

En ce sens, le libéralisme social libertaire, son consensus, serait une civilisation. Il a même pu prétendre, selon certains de ses thuriféraires, « dépasser » la civilisation judéo-chrétienne. Ne veut-il pas – n'a-t-il pas ? – libéré les hommes – et les femmes, et les jeunes – des tabous et des interdits de la religion, de la morale, de l'état ?

N'a-t-il pas permis d'accéder à une « liberté » sans précédent dans l'histoire, de l'atome social, de l'individu ? Le droit à la différence n'est-il pas sa suprême conquête ?

DEUXIÈME PARTIE

VERS UN NOUVEAU PROGRESSISME. - SON POTENTIEL ET SES STRATÉGIES.

<u>Anti-Thèse</u> : En son apogée, le libéralisme révèle aussi sa contradiction interne, à partir de tout un négatif qu'il a lui-même engendré – crise généralisée et société de classes généralisée – et qui sera le fondement du progressisme et de ses stratégies.

THÈSE 38

« Que faire ? » — Le renversement Dialectique qui fonde Le nouveau progressisme

Ce constat — de l'ascendance puis de l'hégémonie du libéralisme — n'est en rien défaitiste, tout au contraire. Il relève d'une nécessité dialectique.

Certes, face à cette irrésistible ascension, on pourrait désespérer : « fin de l'histoire ». L'hégémonie de ce libéralisme aurait « tué » la lutte des classes. Le progressisme, la gauche révolutionnaire, le mouvement ouvrier, seraient définitivement voués à l'impuissance, à l'inexistence même.

Le premier avantage, de notre méthode, sera le constat de la caducité des rapports de force qui autorisaient le mouvement ouvrier à proposer une stratégie offensive, une organisation puissante, une action concertée. Alors « Que faire ? »

Notre réponse est la démarche dialectique qui reconnaît la situation mais pour l'utiliser, l'exploiter.

II fallait tout d'abord reconnaître l'implacable logique du chrématistique, son apogée en tant que développement maximal du double profit, son pouvoir démiurgique d'engendrer une « nouvelle société ».

C'est qu'alors, et seulement alors, tout un renversement dialectique est possible. Cette apogée est dialectiquement et historiquement porteuse, révélatrice, « créatrice » même, de tout un négatif, comme si la dynamique du chrématistique était achevée, épuisée, et comme si elle ne pouvait plus contenir son intime contradiction.

« L'exploitation » de ce négatif — culture du négatif — sera le fondement du projet progressiste.

THÈSE 39

Les deux effets contraires À la cause matricielle. – La rançon du profit

L'apogée n'a pas d'au-delà, pour le développement. Elle marque un achèvement, une perfection qui est, en même temps, une limite, une fin. L'apogée du développement ne peut que succomber de cette relation d'immanence. Un développement qui ne se développe plus est une contradiction dans les termes qui n'est autre que la définition de la crise.

Le chrématistique, certes, demeure. Mais ayant épuisé tous ses moyens, la logique du profit ne peut que constater, d'abord, la stagnation puis son… développement en crise généralisée, c'est-à-dire la négation la plus absolue de son principe expansionnel. Et, suprême ironie de l'affaire, c'est ce chrématistique qui a suscité lui-même son contraire, comme conséquence logique de sa logique, comme si une justice immanente se manifestait.

Par ailleurs, l'expansionnisme économique a manipulé le corps social pour le réduire à un appareil productiviste et consumériste. Plus rien n'échappe au procès de production et au procès de consommation (du libéralisme).

Le résultat, de cette expansion économique, c'est la recomposition du corps social, le développement de la société de classes généralisée. Celle-ci n'est que l'objectivation sociale du développement maximal du profit.

Nouvelle ironie de l'affaire : c'est encore le chrématistique qui suscite lui-même cette nouvelle société, qui, tout d'abord ne peut que le servir, mais qui atteint un tel développement de par justement la réussite parfaite de ce chrématistique, en son

apogée – qu'elle peut se détacher de la cause matricielle, accéder à une certaine autonomie fonctionnelle (ainsi la fonction publique) et même remettre en question son fondement originel.

Le progressisme, en son principe, en ses fondements, ne sera, ne peut être que « l'exploitation » de ce double négatif, proposé par l'adversaire lui-même. C'est la contradiction intime du libéralisme qui fonde le projet progressiste.

THÈSE 40

La fatale dégénérescence Contenue dans l'apogée. – La crise généralisée

Nous allons tout d'abord présenter sommairement et formellement ces deux effets contraires à la logique chrématistique.

Apogée, donc ? Alors crise généralisée.

La dialectique et la logique convergent pour expliquer le phénomène.

Reprenons, pour en dégager le principe, le mouvement dialectique présenté, en sa généralité, la thèse qui précède. L'apogée témoigne, d'abord, que la contradiction interne du libéralisme a non seulement été contenue mais qu'elle a fondé le développement. Puis, elle témoigne que cette contradiction devient incoercible et qu'elle défait le libéralisme. L'apogée est à la fois un accomplissement triomphant et le commencement d'une dégénérescence inexorable.

La logique formelle apporte la raison de ce fonctionnement dialectique : un principe peut se développer jusqu'au moment où la contradiction originelle qu'il pouvait contenir se révèle de par ce développement, de par le passage du principe formel à sa pleine réalisation (aporie). Alors toute la perversité du principe est enfin révélée, prouvée, par la conclusion.

Il nous faudra apporter le contenu de ces propositions dialectique et logique. Ce sera le développement du potentiel progressiste en tant « qu'exploitation » de la crise généralisée.

THÈSE 41

La généralisation et Systématisation de la société De classes en tant qu'accession du Libéralisme a son apogée

La société de classes, lorsqu'elle commence à se développer, eu France, ne fait que se surajouter à la société féodale des ordres et des « estats ». C'est seulement avec la Révolution française que la bourgeoisie parviendra à imposer sa domination de classe. Mais son développement industriel et commercial sera longtemps contrôlé et délimité par la Vieille France, celle de la Restauration, de la ruralité, des notables, du radical-socialisme, de la IIIe République. Le colonialisme contribue largement à cette situation. II permet le développement d'un capitalisme comprador, commercial (d'exploitation des matières premières et du travail de l'indigène) qui retarde un essor industriel doublement délimité (petite et moyenne entreprises et quelques grandes régions).

Aussi, jusqu'à la Libération, la société traditionaliste (venue de la coutume) avait pu conserver l'essentiel de ses usages, de ses mœurs, de son genre de vie. Il y avait, en particulier, une culture populaire.

La France était une société acculturée : la « culture » capitaliste n'avait pu pénétrer la culture traditionnelle et se juxtaposait à celle de la Vieille France.

Nous avons montré comment le libéralisme avait tout balayé, société traditionnelle et même société de classes d'avant la Libération, pour imposer sa logique du profit à la société globale.

L'apogée, en tant que développement maximal de cette économie politique, est le moment du développement maximal de cette « nouvelle société » de la généralisation et systématisation de la société de classes.

Celle-ci n'a été recomposée, jusqu'à maintenant, que d'une manière unilatérale ; nous n'avons utilisé, sélectionné, que les données qui constituent l'ascendance et l'apogée du libéralisme.

Mais la société de classes généralisée, déborde de beaucoup ces premières déterminations, de deux manières.

D'abord, en extension : l'appareil de classes est une systématique fonctionnelle et relationnelle qui a besoin d'une logistique, d'un réseau d'infrastructures. C'est donc tout un ensemble, un nouveau dispositif, qu'il faut reconstituer, en son organicité.

Mais ce qui est encore plus important, c'est l'envers du développement, tout le négatif (de classe) qu'il suscite. La cause matricielle – le profit – induit aussi un effet contraire, suscite sa propre négation. Le développement du profit est aussi le développement maximal de l'exploitation des travailleurs, leur protestation, leur organisation.

C'est cette fondamentale dimension qu'il faut faire réapparaître, l'antithèse de la thèse qui triomphe avec l'apogée du libéralisme.

THÈSE 42

La recomposition de l'ensemble du Nouveau dispositif de classes. – Ses essentielles mutations

On est passé, avec la toute-puissance du libéralisme, à une autre société de classes, combien paradoxale puisqu'elle n'a plus l'évidence des vérités premières… et bibliques (riches et pauvres) ni celle du schéma marxiste (bourgeois et prolétaires) alors quelle s'est radicalisée et généralisée et qu'elle recouvre, maintenant, la société globale, le tout du fonctionnel et du relationnel, le tout de l'existence.

L'ancien dispositif de classes (celui d'avant la guerre de 39) a été totalement transformé. Une composante nouvelle est apparue : « les classes embryonnaires » sont devenues ce que nous avons désigné sous le terme de nouvelles couches moyennes, d'une importance capitale.

Aussi, les deux composantes, constitutives a priori, de la lutte des classes – bourgeoisie, classe ouvrière – doivent être actualisées en fonction du rôle de cette nouvelle population. Celle-ci, certes, ne remet pas en question le principe, la structure, l'essence de la lutte des classes, c'est-à-dire la relation dialectique et historique des forces productives et des moyens de production, mais modifie profondément leur dispositif. C'est tout un nouveau relationnel de classes.

La nouvelle stratégie progressiste doit tout d'abord reconstituer ce nouveau dispositif de classes, mis en place par la contre-révolution libérale, pour ensuite l'utiliser pour proposer les deux grands axes du projet progressiste.

THÈSE 43

La priorité méthodologique : tout le nouveau Relationnel de classes doit se recomposer À partir de l'ambiguïté constitutive Des nouvelles couches moyennes

Nous ne saurions trop insister sur cette priorité méthodologique qui ne préjuge en rien du définitif statut de classe de ces nouvelles couches. Et pour cause : celui-ci est à établir, il est l'enjeu décisif de la nouvelle lutte des classes.

Cette priorité ne consiste qu'à reconnaître la nouveauté, le surgissement de la modernité. Les nouvelles couches moyennes ne doivent pas être réduites à un apport surajouté à un dispositif intangible (par exemple : un simple élargissement du salariat). Au contraire : tout s'est redistribué en fonction de leur rôle.

Celui-ci est fondamentalement ambigu. C'est ce que nous avons déjà annoncé comme devant guider notre interprétation de la nouvelle lutte des classes (thèse 12) : « la double appartenance est l'essence même des nouvelles couches moyennes ».

Il faut oser penser la contradiction et même la contradiction comme constitutive. La lutte des classes ne met pas en scène des substances (de classe) mais des rapports de production et de consommation.

Si, pour édifier la stratégie libérale, nous n'avons développé que le côté « consommateur » de ces nouvelles couches moyennes, leur rôle constitutif de la société permissive, essentiellement pendant les trente glorieuses, nous allons maintenant les considérer seulement en leur côté « travailleurs, travailleuses », en leur rôle dans la société du salariat

généralisé, en leur apport au procès de production, toute une potentialité progressiste.

THÈSE 44

La nouvelle division du travail en tant que Système d'analogies et de complémentarités De la classe ouvrière et Des nouvelles couches moyennes

Nous ferons apparaître tout d'abord, d'une manière analytique, les composantes de la nouvelle division du travail, celles de la société du salariat généralisé.

Mais cette définition sera tout le contraire de celle de la technocratie bureaucratique. Ces composantes seront déterminées à partir de « la nature » du travail de la classe ouvrière. Elles peuvent alors être proposées selon tout un système de relations et d'homogénéisations.

Plus que jamais, avec l'oppression économique, l'identité ouvrière se caractérise selon ces trois fondamentales propositions :

1°) L'ouvrier doit vendre sa force de travail pour vivre.

2°) Il est soumis à l'extorsion de la plus-value.

3°) Il est la seule force productive matérielle directe.

C'est en fonction de ces trois attributs qu'apparaît tout un jeu d'analogies et non d'identités, de complémentarités et non de confusions, d'amalgames, entre la classe ouvrière et les nouvelles couches moyennes.

Nous allons tout d'abord établir, d'une manière analytique, les modalités de ce système d'analogies et de complémentarités, celles de la nouvelle division du travail.

THÈSE 45

La vente commune de sa force De travail : la société du salariat Généralisé. – La surdétermination Par le marché du travail

Tous des travailleurs salariés (exception faite, évidemment, pour les professions libérales, en constatant, même en ce domaine, la progression du salariat) !

Nous avons déjà défini les nouvelles couches moyennes comme un ensemble constitué de trois genres de métiers (cf. thèse 12).

Cet ensemble est délimité, d'un coté, par les métiers du parasitisme social et du profit intensif, de l'autre, par le travail non matériellement et directement productif mais devenu nécessaire à la production. Entre les deux, la masse des métiers qui sont à la fois au service du profit et au service de la production.

La preuve, par l'absurde, de la généralisation du salariat, est que le parasitisme social est devenu un travail, et d'une haute qualification professionnelle (golden boys… « conseillers boursiers »). Il faut travailler pour parasiter ! L'oisiveté du rentier n'est plus qu'un souvenir.

La caractéristique essentielle de cet ensemble est que les trois types de métiers, combien différents, sont surdéterminés par le salariat. La contradiction – et quelle contradiction ! – se manifeste à l'intérieur de la même dimension, de la même dépendance.

Cette surdétermination joue aussi pour un autre genre de classification (essentiel, nous allons y revenir). Toute une partie de ces nouvelles couches moyennes appartient à la fonction

publique. Ce serait un privilège à cause de la sécurité de l'emploi.

Cet argument doit être soumis a une critique radicale, la privatisation a rendu très précaire cette situation, privatisation de fait et privatisation « promise » par Maastricht, qui prévoit la privatisation de l'essentiel du secteur public. (Les grèves de novembre-décembre 95 ont été une réponse à cette menace).

Classe ouvrière et nouvelles couches moyennes sont donc en une situation analogue : tous doivent vendre leur force de travail pour vivre. La précarité certes, n'est pas la même. Mais la nouvelle précarité, de temps de crise, peut devenir pire que celle du prolétaire du capitalisme originel.

THÈSE 46

L'analogie – Qui a même valeur De surdétermination – Par L'extorsion de la plus-value

La stratégie salariale du libéralisme, il faut le reconnaître, a été une réussite, sans doute la raison essentielle de l'hégémonie. Il fallait résoudre la quadrature du cercle : séduire et exploiter, accorder un pouvoir d'achat et extorquer la plus-value.

Cette réussite est aussi l'objectivation de la contradiction du libéralisme. Si les nouvelles couches moyennes témoignent d'une certaine homogénéité permissive, elles expriment aussi une très forte hiérarchisation salariale et une contradiction interne.

Nous l'avons déjà constaté (cf. thèse 14) : la part du salaire prévue pour la jouissance (en tant que réinvestissement du profit) n'est prévue que pour une partie de ces nouvelles couches moyennes. Ainsi s'est créée une coupure qui est un nouvel élément de la contradiction… de classe et de la hiérarchisation de classe.

En effet pour toute la partie inférieure de ces couches, l'extorsion de la plus-value l'emporte largement sur la petite part, ou la part nulle, dévolue à la jouissance.

Ce n'est qu'en progressant dans la hiérarchie salariale que la relation s'inverse.

Mais alors, ces couches moyennes supérieures se caractérisent selon un étrange phénomène, bien peu observé.

Il s'agit particulièrement du sous-ensemble des ingénieurs, techniciens, chercheurs, ce que faute de mieux, on peut appeler les « créatifs ». Ils subissent une telle plus-value (proportionnelle a la forte valeur ajoutée qu'ils apportent)

qu'aussi élevée que soit la part salariale prévue pour la jouissance, elle reste inférieure à l'extorsion de cette plus-value. Le paradoxe est tel qu'il renvoie ces créatifs au rang des exploités, surtout s'ils comparent leur travail à celui des cadres non productifs, ceux qui représentent le pouvoir et ceux du parasitisme.

En leur quasi totalité, donc, à la base comme au sommet, les nouvelles couches moyennes subissent, moins que la classe ouvrière, mais comme elle, l'extorsion de la plus-value. La part du profit dévolue à la jouissance s'avère une bien petite part. Si, en période d'ascendance, elle permet effectivement un certain accès à la jouissance, réel ou symbolique, en période de crise elle n'apparaît plus que comme un jeu de dupes.

THÈSE 47

Les services, médiation devenue Nécessaire à la production (Et a la consommation)

Lorsque le mode de production industriel sous tutelle capitaliste peut atteindre son développement maximal – la production de série et la consommation de masse : « la société de consommation »– tout un système de médiations (les services) est devenu nécessaire à la production (et aussi à la mise en relation du producteur et du consommateur).

Tout un corps de métiers se caractérise comme non productif mais nécessaire à la production. Il ne s'agit pas ici d'en proposer l'exhaustive nomenclature mais de rappeler le principe de recensement (thèse 12). Il y aura les métiers sans aucune mixité (entre le travail et le profit), ainsi les services de transport de la poste, et les métiers consécutivement mixtes.

Ne faudrait-il pas ajouter les métiers non productifs mais nécessaires à la reproduction des forces productives (ainsi les travailleurs sociaux) et même les métiers nécessaires à la reproduction superstructurale des instances républicaines (ainsi le petit juge) ?

Mais au-delà de cette élémentaire nomenclature, le critère majeur de la « nature » des services doit être la distinction, celle d'une opposition, entre services non productifs mais nécessaires à la production et services marchands. D'un côté, un travail qui permet le travail et travail grâce au travail. De l'autre, un profit sur le profit (profit marchand sur le profit industriel).

Aussi fondamentale que soit cette opposition, l'extorsion de la plus-value se vérifie dans les deux ensembles. L'exploitation des travailleurs des services est un phénomène de masse. Le

service marchand est particulièrement pourvoyeur de petits boulots et d'emplois précaires.

Cet univers de travailleurs des services est donc très proche de la classe ouvrière, mais aussi très éloigné. Très proche, car travail salarié, soumis à l'extorsion de la plus-value, et, en partie, travail devenu nécessaire à la production. Très éloigné, car aussi, en partie, travail de col blanc, et, en son ensemble, travail non matériellement et directement productif.

THÈSE 48

« L'exception française ». - L'omniprésence, la pérennité, la Légitimité du service public (Au sens large)

Mais on ne peut saisir toute l'importance des services – et des couches moyennes concernées – que si on les situe dans « l'exception française. » Celle-ci apporte deux essentielles déterminations aux conséquences immenses.

C'est l'état qui a fait la nation française. C'est l'appareil d'état qui a imposé l'identité française. Ce sont les services (de cet appareil d'état) qui ont façonné notre tradition. « Quarante rois de France pour faire la république » et cinq républiques pour accomplir l'actuel statut de la fonction publique.

Son expansion, centralisatrice, républicaine, jacobine, sociale est unique au monde. Mais ce qui est encore plus exceptionnel, c'est que son service (public) s'est développé en tant que système des métiers non productifs mais nécessaires à la production.

Il y a eu engendrement réciproque des deux ensembles, progressive identification de la fonction publique et de la médiation (nationale) nécessaire à la production. Cela est dû au contrôle et à la gestion républicaine (qui a parachevé l'œuvre centralisatrice de la monarchie).

Cette identification républicaine – du service public et des métiers non productifs mais nécessaires à la production – a beaucoup servi, aussi… le secteur privé, les services marchands ! Ceux-ci ont énormément profité de la diversité, de l'omniprésence, du coût peu élevé de ce service public. Le

développement industriel, économique de la France s'est fait grâce à cette vocation républicaine.

Ce service national est le fondement de la culture française. Si « douce France » il y a eu, c'est grâce à la fonction civilisatrice de la fonction publique.

THÈSE 49

Le travail intellectuel, médiation Devenue nécessaire À la production matérielle directe

Le libéralisme prétend à un total renversement du sens du travail, à une révolution décisive, pour l'humanité. La robotique et l'informatique témoigneraient que le travail productif n'est plus celui de l'ouvrier – ou du paysan – mais celui des I. T. C., c'est-à-dire du tertiaire, de l'élite des nouvelles couches moyennes, production ex nihilo.

De là cette conclusion politique : le libéralisme a non seulement le droit mais le devoir de se libérer des contraintes du passé – celles qui contingentaient la consommation à cause d'instruments de travail primitifs – pour créer enfin l'univers de la jouissance si longtemps espéré par l'humanité. La révolution informatique apporterait la totale légitimité de la société permissive. Si crise il y a, elle est dûe aux forces du passé, aux archaïsmes de la production.

C'est l'intelligence humaine, libérée par le libéralisme, qui serait la force productive, le travailleur n'étant qu'un exécutant, un instrument.

Nous opposerons le matérialisme dialectique et historique à cette vision idéaliste.

La révolution informatique doit, elle aussi, être située dans la loi générale définie thèse 28 (pour expliquer alors le surgissement hégémonique des médias). Lorsque le mode de production libéral atteint son « hypostase », c'est-à-dire son développement maximal – la production de série et la consommation de masse – cette production, ainsi que la distribution, témoignent évidemment du plus grand

investissement scientifique et technologique. Alors, se produit un saut qualitatif, une véritable mutation fonctionnelle qui n'est possible que par la somme des connaissances déjà acquises mais qui peut les « oublier » en une nouvelle fonction synthétique qui, effectivement dépasse ces connaissances dans la mesure où elle les utilise ailleurs et autrement, en une technologie parfaite : l'informatique.

L'instrumentalisation est toujours l'expression d'un investissement intellectuel, que ce soit la pierre taillée, la charrue, la machine à vapeur… l'informatique. Chaque mode de production produit son outillage. L'informatique ne doit pas être considérée à part, comme une rupture même, un nouveau mode de création.

Bien sûr, comme nous l'avons indiqué, la révolution informatique, de par l'accumulation, accomplit un saut qualitatif.

Mais il n'en reste pas moins que l'investissement intellectuel est la constante de tout mode de production.

THÈSE 50

Le corps de métiers des I. T. C. et L'outil ordinateur sont devenus Les médiations nécessaires à la Production matérielle directe.

Au moment du développement maximal, structural, du mode de production industriel (sous tutelle capitaliste) le travail intellectuel peut atteindre une autonomie fonctionnelle.

C'est le moment logique de l'ultime division du travail, celui d'un saut qualitatif, dialectique et historique, du travail intellectuel, selon deux objectivations majeures de ce travail. Celui-ci devient un corps social directif – les I. T. C. – et un outil de travail – l'ordinateur – d'usage universel. Une objectivation s'accomplit dans le dispositif social de classe, l'autre se réalise dans le procès du travail.

Quatre salariés sur dix utilisent l'ordinateur ! Celui-ci intervient dans tous les métiers. Cette intelligence artificielle, encore une fois, n'est pas une pure création de l'intelligence ; elle est l'achèvement de la machine-outil, de toute l'histoire du progrès technologique et scientifique, qui s'achève (provisoirement), en toute logique, par la machine-outil intelligente.

Dans le procès du travail, l'ordinateur n'a valeur que d'outil, celui-ci étant la médiation de tout travail. Certes, la magie propre à la technostructure lui prête valeur de création ex-nihilo. Mais a-t-on jamais vu un ordinateur se produire lui-même ? Tout ordinateur est conçu, fabriqué, utilisé, entretenu, dépassé, jeté.

Les I. T. C. assurent aussi une fonction médiatrice. Nous employons ce sigle faute de mieux. Il a l'avantage de traduire la

diversité du travail intellectuel. Il faudrait adjoindre les chercheurs et exclure pas mal de cadres, du moins leur fonction de « surveillance ».

Le travail exige, maintenant, une gestion, programmation, préparation, formalisation spécifiques, antérieures au travail de la production matérielle directe mais intervenant aussi dans tout le procès du travail. En termes aristotéliciens, il s'agit de la mise en forme du matériau productif.

Ce corps de travailleurs (I. T. C) est très proche et très éloigné de la classe ouvrière. Très éloigné, car haut de gamme salarial, prétention « créatrice », fonction directrice.

Très proche, en une relation d'inclusion même, car travail intellectuel nécessaire à la production matérielle directe. Il est la mise en forme du matériau productif.

Mais il n'est que producteur de forme, de médiation. La matérialité productive lui échappe doublement. C'est la classe ouvrière qui accomplit la production matérielle directe. C'est la bourgeoisie qui est propriétaire des moyens de production.

Aussi, pour être, pour exister socialement en leur fonction, les I. T. C. ont « besoin » de la production matérielle directe, du travail ouvrier, de la classe ouvrière.

On en revient à une vieille histoire : « Qui t'a fait roi ? Qui t'a fait comte ? »

THÈSE 51

Le système des analogies et des complémentarités De la classe ouvrière et des nouvelles couches Moyennes constitue un ensemble Homogène : le travailleur collectif

Nous venons de faire apparaître analytiquement les composantes de la nouvelle division du travail. Il s agit de tout un système d'analogies et de complémentarités que nous pouvons reprendre dans une perspective synthétique, en tant que réalité organique, corps social du travail : le travailleur collectif.

II s'agit d'un ensemble de travailleurs qui ne disposent que de leur force de travail pour vivre et qui sont soumis à l'extorsion de la plus-value.

Cette identité statutaire se parachève avec la complémentarité fonctionnelle. Les services – non marchands – sont devenus la médiation nécessaire à la production. Les I. T. C. sont devenus la nécessaire formalisation, gestion intellectuelle, de la production matérielle directe.

Quant à la fonction publique, son rôle doit être privilégié. C'est qu'elle recouvre et innerve tous ces ensembles, servant d'instrument national de communication, d'information, de gestion. Elle préfigure le travailleur collectif, étant déjà un collectif créé par la tradition, la nation, la république. Elle peut même être la médiation du collectif acquis au collectif social à conquérir. C'est qu'elle est non seulement statutairement mais organiquement concernée : son existence même n'est-elle pas menacée par Maastricht ?

Nous avons reconstitué le travailleur collectif comme un corps organique – ce qui n'est pas une tautologie – fait

d'analogies et de complémentarités. Il s'agit d'un ensemble complet et homogène, d'un être social.

Mais il est essentiel de constater que la classe ouvrière est surdéterminante (des composantes de l'ensemble et de l'ensemble). C'est selon ses attributs que l'on peut reconstituer le travailleur collectif. De plus, elle témoigne d'une antériorité chronologique, bien sûr, mais aussi logique : sans elle tout le reste n'existerait pas. La classe ouvrière peut exister sans les services et les I. T. C. Ceux-ci ne peuvent exister sans la classe ouvrière.

THÈSE 52

Le concept de travailleur Collectif permet d'écarter Ouvriérisme et travaillisme

L'ouvriérisme, pour garantir l'identité de classe, doit réduire l'importance de la généralité du travail. Le travaillisme, pour affirmer cette importance, doit réduire l'identité de classe (ouvrière). Il en résulte soit le « splendide isolement » de la classe ouvrière, soit son absorption, récupération.

Le travailleur collectif propose la relation objective – une réalité organique – des deux termes, classe ouvrière et travail. Pour apprécier cette relation, il suffit de faire un constat, d'interpréter un fonctionnement.

Alors, la classe ouvrière conserve son identité et le travail toute sa nécessité. Alors, la vocation révolutionnaire de cette classe peut s'affirmer dans la mesure où est reconnu le rôle du salariat généralisé, du travail, des services et des fonctions nécessaires à la production matérielle directe.

Le travailleur collectif est un jeu organique d'analogies et de complémentarités, à partir de la classe ouvrière. Celle-ci se renforce d'être le nécessaire support de cette nouvelle fonctionnalité, d'être l'origine et comme la matrice de ce développement. Et elle se renforce aussi de l'extension quantitative et de la mutation qualitative du travailleur collectif, sa complétude.

THÈSE 53

Le travailleur collectif en tant Que « classe ouvrière élargie »

Cette désignation permet tout d'abord de proposer le « dépassement » synthétique de l'antagonisme travaillisme-ouvrièrisme.

Mais la notion de « classe ouvrière élargie » servira aussi de conclusion (provisoire) à la première approche de la société de classes généralisée.

Nous avons déjà constaté la disparition de la société traditionnelle et même de la société de classes d'avant la Libération. Avec l'apogée du libéralisme, c'est la globalité de l'être social qui devient société de classes généralisée.

Les nouvelles couches moyennes sont le facteur déterminant de cette mutation de l'être social. Nous venons de montrer comment, de masse anonyme, hors statut, elles peuvent être détachées de leur ambiguité constitutive pour se soumettre à la nouvelle division du travail. Celle-ci impose une détermination de classe à toute population a priori hors statut. Elle impose, fondamentalement, tout un système d'analogies et de complémentarités entre les nouvelles couches moyennes et la classe ouvrière. Et, ce qui est essentiel, à partir des critères constitutifs de la classe ouvrière.

Loin d'avoir disparu, la classe ouvrière – en tant que travailleur collectif – s'est considérablement élargie. Elle est même devenue un tel moyen d'exploitation, de profit, qu'elle refonde le dispositif de classes.

Le libéralisme accède à la perfection chrématistique, c'est-à-dire à l'universalisation et à la maximalisation du profit. Celui-ci se redistribue selon un nouveau jeu de classes dominantes,

d'après cette loi élémentaire : plus le profit se maximalise et plus la société de classes se redistribue et se généralise (nous compléterons, ultérieurement, les modalités de cette généralisation).

Mais, sur le plan méthodologique, il faut bien distinguer le travailleur collectif – concept opérationnel – et la « classe ouvrière élargie » – qui n'est qu'une représentation, une construction idéelle, une commodité didactique.

La « classe ouvrière élargie » n'a pas de réalité en soi. Elle n'est pas un corps constitué comparable à ce qu'a pu être le prolétariat. Elle n'a pas de conscience de classe. Elle n'est qu'un côté de la réalité, celui de la production, qui exclut le procès de consommation, lequel est antithétique !

Par contre, le travailleur collectif est une pratique développée en concept opérationnel. C'est la réalité même, celle du procès de production et du principe de réalité, identifiés.

Aussi, après avoir illustré ce travailleur collectif par la notion de « classe ouvrière élargie », reviendrons-nous au concept opérationnel pour proposer son potentiel progressiste.

THÈSE 54

Le potentiel progressiste
Du travailleur collectif. -
Les deux stratégies virtuelles,
Deux systèmes d'alliances

Nous pouvons maintenant proposer l'énonciation, la formalisation des projets stratégiques inhérents à la nature du travailleur collectif.

Cela n'est possible, if faut le rappeler, que selon des conditions préalables. La stratégie progressiste ne peut être qu'une stratégie de l'antithèse. Elle ne cherche pas à imposer un modèle formel et général à une situation particulière. Tout au contraire : elle n'est qu'une réponse, en contre-point.

Mais du coup, elle devient l'exploitation d'une situation créée par l'adversaire lui-même. Celui-ci a mis en place une nouvelle société, un nouveau dispositif de classes, le travailleur collectif.

À partir de ces données, d'un travail de synthèse, de refondation (accompli, paradoxalement, par l'adversaire) on peut constituer en – contre-pied, – des stratégies qui ne feront que formaliser, ordonner des perspectives déjà en puissance, virtuelles.

Cette formalisation ne fera que reprendre et continuer un processus, mais pour l'inverser. Avec les matériaux proposés par le libéralisme – le travailleur collectif – on peut systématiser des perspectives progressistes, déjà apparues, mais partiellement, d'une manière empirique.

Autre caractéristique de cette stratégie : elle doit s'organiser en termes d'alliances.

Celles-ci ne seront que l'expression pratique et politique du jeu des analogies et des complémentarités. Alors ce jeu pluraliste se reconstitue en une prospective unitaire, synthétique, en un langage nouveau, en un ailleurs conceptuel et pratique, qui par définition doit écarter tout volontarisme et mécanicisme.

Le travailleur collectif autorisera deux systèmes d'alliances : au niveau de l'entreprise, du travail, et au niveau politique, deux projets progressistes complémentaires.

THÈSE 55

Pourquoi un double système D'alliances ?

Il faut répondre aux deux projets convergents de la stratégie progressiste : « révolution » sur le lieu de travail, mais aussi « révolution » des conditions de vie, de l'existence. Il faut organiser ces deux projets selon une prospective synthétique.

Ce double système d'alliances doit permettre de répondre aux deux grandes « colles » imposées par la contre-révolution libérale : proposer une critique de la « civilisation » du libéralisme social libertaire, de sa dégénérescence, de ses « valeurs » et en même temps atteindre le lieu effectif de la révolution, celui qui n'a encore jamais été remis en question : la gestion de l'entreprise.

Ne pas savoir concilier les deux démarches, c'est en venir à ces impasses : la prétendue « révolution culturelle », d'ordre idéaliste et la prétendue « révolution gestionnaire », d'ordre technocratique et « travailliste ». Ni l'utopie, ni le positivisme.

THÈSE 56

La vocation révolutionnaire du Travailleur collectif. - La stratégie du travail : s'emparer De l'appareil gestionnaire

Une fois qu'il a été bien précisé que les deux systèmes d'alliances sont nécessaires et complémentaires, il faut définir ce qui constitue, en effet, une mutation radicale du projet progressiste.

Le travailleur collectif doit achever cette dialectique du maître et de l'esclave : l'expropriation (du maître) de par son incapacité, inutilité, et de par la compétence acquise (de l'esclave). C'est l'histoire des rois fainéants, des révolutions de palais, de la Cerisaie..., de la Révolution française et de la Révolution d'Octobre.

Ce travailleur collectif doit achever aussi l'extraordinaire système de mutations du pouvoir. Il doit s'emparer de la gestion qui est devenue un fabuleux système de médiation et de centralisation et qui est même devenue nécessaire au fonctionnement du mode de production capitaliste.

THÈSE 57

La gestion est devenue Une fonction nécessaire. - Sa dualité constitutive

Nous avons déjà fait apparaître la nature de la gestion libérale (thèse 27). Il s'agit d'un « ordre » quasi hégémonique, très hiérarchisé et bureaucratique, qui encadre la production : le management (au sens large du terme). Au sommet : « l'énarchie », corps combien élitaire, qui, paradoxe inouï, gère le capital sans le posséder et le travail sans le produire ! (Aussi, ce management a pu prétendre « arbitrer » les rapports du capitalisme et des travailleurs).

Il faut donc faire ce constat : le libéralisme, en son principe, est déjà une gestion : le capital « délègue ». Il règne par corps social interposé.

Dans cet ensemble, proposé par le libéralisme lui-même, un ordre inverse peut alors se manifester, à partir de la base, pour remettre en question le corps des délégués-décideurs.

À la base du travailleur collectif, l'opposition traditionnelle peut s'organiser en termes de gestion : syndicats, comités d'entreprise... C. N. A. M.

Mais ce qui est essentiel, dans l'axe vertical proposé par l'ordre du management lui-même, c'est le segment O. Q. technicien – ingénieur – chercheur. Disposé par le capitalisme, il est aussi porteur du sens contraire, celui du travail productif et du travail non productif nécessaire à la production.

Ce qui est essentiel, c'est de constater que ce segment, pierre angulaire de la production, est aussi la pierre angulaire de la gestion. Le corps des I. T. C. est le lieu de la synthèse de la production (de biens) et de la gestion (de la production).

Il est essentiel aussi de constater que ce corps « mixte » dispose maintenant d'un instrument de travail décisif : l'informatique. Il s'agit d'une révolution capitale. En effet, cette instrumentalisation tend à recouvrir l'ensemble du mode de production pour devenir une gestion-production qui instaure l'immanence des deux actes. Produire et gérer tendent à s'identifier.

La gestion est donc devenue le lieu de contradiction… de la gestion. Le corps des I. T. C. est « partagé » entre la gestion du capital et la gestion du travail. Tout le système de la gestion ne fait que répercuter cette dualité constitutive.

THÈSE 58

La « révolution » comme accession Du travailleur collectif aux Moyens de son autogestion

Le travailleur collectif occupe donc déjà la moitié de la citadelle à conquérir. La gestion est devenue le lieu d'affrontement des délégués du pouvoir (soit de l'état, soit du grand capital) et des travailleurs de la gestion.

Apparaît de plus en plus la contradiction entre une gestion d'autorité de moins en moins compétente du point de vue de la production et une production de plus en plus compétente du point de vue de la gestion. Il y a autogestion de fait qui se heurte encore à une gestion de droit.

La vocation révolutionnaire du travailleur collectif consiste à s'emparer de l'autogestion dont il a le droit à cause de sa gestion de fait.

Mais cette autogestion ne doit plus être conçue comme une copie – plus ou moins libertaire – de la libre entreprise. Elle ne pouvait alors évoluer que vers « l'adaptation » progressive à l'économie de marché (Lip).

L'autogestion peut être maintenant pensée comme maîtrise des forces productives au niveau de l'entreprise nationale : autogestion du travail – les nationalisations étant la première étape – et non plus autogestion d'une modalité historique et locale de l'entreprise.

Alors l'autogestion n'est plus surajoutée à la libre entreprise car elle devient immanente au procès de production. Elle tend à devenir le mode de production comme décision gestionnaire du travailleur au sommet et à la base de l'entreprise nationale.

THÈSE 59

Le potentiel gestionnaire Du travailleur collectif : les I. T. C. Et l'informatique mais aussi la Fonction publique

Ce projet autogestionnaire dispose déjà du moyen « suprême » de sa réalisation. Tout le potentiel gestionnaire, qui, à partir des I. T. C (et de l'informatique), gère virtuellement le mode de production lui-même, peut atteindre sa pleine réalisation, le passage à l'acte, en s'insérant en une superstructure toute faite et combien représentative – la nation – pour profiter de son énorme appareil gestionnaire : la fonction publique.

Le potentiel gestionnaire du travailleur collectif doit s'ancrer dans la réalité nationale, en une gestion démocratique et républicaine déjà consacrée.

Ainsi apparaissent les trois termes essentiels de la gestion, l'ensemble « moderne » et combien « original » de l'intelligence gestionnaire.

La fonction publique est l'expression de l'Éducation nationale, de la formation. L'idéal républicain a consisté à proposer un métier pour chaque niveau de culture, à concilier l'égalitaire et l'élitaire.

L'intelligence industrieuse a pu concilier, elle, le travail productif et la recherche scientifique.

Ces deux avancées pratiques de l'intelligence humaine doivent se rencontrer en un lieu commun : la gestion nationale du travail… et de la santé.

THÈSE 60

L'actualisation de la problématique gestionnaire : Le mouvement social de novembre-décembre 95. – La gestion prioritaire : la sécurité sociale

Dans une société du salariat généralisé, la Sécu est bien plus que la Sécu. Au-delà de son administration, elle représente « la couverture sociale », celle des conditions devenues nécessaires à la reproduction des forces productives. Pour bien travailler, il faut une bonne santé !

La Sécurité Sociale assure le fonctionnement de cette réalité organique qu'est le travailleur collectif. Elle n'est pas surajoutée au monde du travail. Elle est une fonction immanente à sa réalisation. Il y a eu engendrement réciproque du travailleur collectif et de la Sécurité Sociale.

Aussi, avant toute chose, ce travailleur collectif doit disposer de cet outil indispensable et au travailleur et… au travail. C'est sa production et le moyen de sa reproduction.

Ce travailleur collectif doit « corriger » tout un parcours gestionnaire, du paritarisme patronat-salariés (qui s'est effacé depuis 1967, au profit d'une cogestion des caisses par les syndicats et l'état) jusqu'au plan Juppé, la S. S. passant sous tutelle parlementaire.

Il doit écarter tout contrôle étatique et patronal pour en venir à la gestion exclusive des salariés et pour exiger la part de financement du patronat et de l'état. Les enjeux sont énormes : il s'agit d'inverser les rôles ! C'est dire l'importance décisive de ce combat progressiste.

THÈSE 61

Le rôle primordial de la gestion
A rendu obsolète la notion
De dictature du prolétariat

La gestion est devenue une fonction tellement importante qu'à elle seule elle rend obsolète la notion de dictature du prolétariat. Est apparue une médiation fondamentale, – du travailleur collectif – qui n'existait pas du temps de la société industrielle du face à face bourgeoisie-prolétariat.

Aussi, si le marxisme-léninisme a pu considérer que cette dictature du prolétariat était alors le seul moyen d'accéder au pouvoir, et de le conserver, s'emparer de la gestion doit être proposé, en pays post-industrialisé, comme le moyen privilégié de contrôler la production (et la consommation), ce qui est la meilleure voie d'accès au pouvoir politique.

THÈSE 62

Le projet progressiste complémentaire : « Rassembler » toutes les classes, couches, Strates sociales du travailleur collectif soumises À l'exploitation du libéralisme sauvage

De l'échec de l'Union de la Gauche jusqu'au mouvement social de novembre-décembre 95, la notion de rassemblement (ou d'union, ou d'alliance, ou de front, qu'importent les désignations) a pu paraître bien ambitieuse, déplacée même.

Les médias et les leaders du consensus considéraient alors tout projet de rassemblement – d'unité d'action – comme pure utopie, celle qui ne pouvait susciter que l'ironie, la dérision. Les partis politiques de gauche n'en proposaient que de bien timides allusions. Pour ce qui est des syndicats, leur rôle était considéré comme négligeable et leur avenir bien incertain.

Les « événements » de novembre-décembre 95 autorisent de reconsidérer la question. Sans anticiper sur leur explicitation et interprétation – ce sera dans la partie consacrée à la crise généralisée – nous proposerons quelques considérations générales et formelles comme première approche de la « nature » de ce rassemblement.

Pourquoi le modèle (de rassemblement) proposé par l'Union de la Gauche devrait se répéter, immuable, identique ? N'a-t-il pas été, d'ailleurs, un échec, car conception erronée des alliances, réduites à des accords d'états-majors ?

Ainsi, ne vaut-il pas mieux que ce rassemblement, en sa première énonciation, ne soit qu'une recherche théorique, la détermination analytique et synthétique de ses conditions objectives ? Il faut tout d'abord le situer dans la généralité du mode de production, atteindre la totalité du phénomène. Ainsi

on recense ses participants, on révèle leurs identités de perspective, on indique un guide, un référentiel.

Quant aux modalités concrètes de ce rassemblement, il faut laisser sa liberté à la « créativité » historique. Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs.

C'est que la problématique (du rassemblement) n'est pas, tout d'abord, de se constituer, de s'institutionnaliser, pour ensuite passer à l'acte, agir. Les deux moments doivent être immanents, comme le mouvement social de Novembre-Décembre l'a montré.

C'est sur le terrain, au niveau des luttes, que doivent apparaître, en une relation d'engendrement réciproque, le rassemblement et son action, il appartient a la « base » d'en décider.

Cette conception n'est en rien « spontanéiste » puisque cette pratique aura été précédée par le projet théorique, formel, qui la supporte et la guide, qui peut lui servir de référentiel.

Alors, de la confrontation de la théorie et de la pratique, pourra naître le programme concret, les buts à atteindre et les moyens de réalisation, un projet de société.

THÈSE 63

Le fondement théorique « incontournable » De ce rassemblement mais aussi le Paradoxe apporté par le travailleur collectif

Cette indétermination relative et programmée des modalités, du rassemblement doit être immédiatement « corrigée » par sa fondamentale condition théorique.

En effet, s'il faut consentir à la créativité historique, celle-ci ne doit pas se perdre dans la contingence événementielle, l'opportunisme. Plus fondamentalement, le projet de rassemblement ne doit pas profiter seulement à une composante, ne doit pas être « récupéré ».

Cette mise au point est d'autant plus nécessaire que nous venons de définir l'autre projet stratégique, celui de la gestion, comme une stratégie où la classe ouvrière ne semble pas avoir un rôle décisif. Il faut donc proposer la nécessaire complémentarité à cette stratégie de l'intelligence productive, gestionnaire.

Nous devons donc rappeler, pour la renforcer encore, la thèse 52 : le concept de travailleur collectif permet d'écarter ouvriérisme et travaillisme.

Toute la problématique du projet de rassemblement est dans la mise en relation de ces deux exigences.

Il faut reconnaître à la fois l'identité de la classe ouvrière et la nécessité du travail non productif (car nécessaire à la production).

Ainsi pourra être évité le dogmatisme du « capitalisme monopoliste d'état ».

Certes, la classe ouvrière, réduite à elle-même, est réduite à l'impuissance. Mais le travail non productif, nécessaire à la

production, sans la classe ouvrière, ne pourrait même pas se constituer.

Ces propositions « canoniques » fondent toute notre démonstration, tout le projet de rassemblement.

Tout repose sur l'antériorité chronologique et logique de cette classe ouvrière, sans laquelle tout le reste, l'être social, n'existerait pas. Cette classe doit donc être le fondement, la base du projet de rassemblement.

Mais il faut bien faire apparaître une nouvelle ruse de la raison. Le travailleur collectif « porteur » de cette classe ouvrière devient ainsi porteur de son projet révolutionnaire. Celle-ci peut enfin quitter son superbe isolement messianique.

Le travailleur collectif est constitutivement tellement dépendant sans le savoir – de cette classe sociale qu'il ne peut réaliser son propre projet qu'en accomplissant la vocation révolutionnaire de la classe ouvrière.

C'est un paradoxe inouï, une prodigieuse ironie de l'histoire : la révolution « secrète », par corps social interposé ! Ce qui considéré comme achevé, épuisé, s'accomplit ailleurs.

L'unité d'action est contenue dans ce paradoxe. Le travailleur collectif est devenu une entité organique d'une telle efficience qu'il peut faire « le travail » révolutionnaire pour la classe ouvrière !

Il s'agit là d'un immense déplacement des enjeux et du jeu révolutionnaire, d'un nouveau sens du rassemblement.

THÈSE 64

La pente progressiste des nouvelles Couches moyennes, à la base comme Au sommet de leur hiérarchie

Cette population est donc l'essentiel enjeu du rassemblement. Nous ne ferons qu'indiquer, ici, le commencement d'un cheminement général, les conditions d'une inclinaison progressiste.

Le salariat généralisé doit être considéré comme le ciment des rapprochements, des identités de perspectives.

En considérant l'ambiguïté constitutive qui caractérise les nouvelles couches moyennes, nous proposerons cette loi élémentaire : plus l'extorsion de la plus-value l'emporte sur la part du salaire dévolue à la jouissance et plus le travailleur se rapproche de la classe sociale maximalement imposée par la plus-value. Cela fait une immense population, la majorité de ces couches, couches inférieures, et même moyennes, (employés, professions intermédiaires, petits fonctionnaires, etc…).

Cette partie de la population qui a déjà pu se couper – avec les trente glorieuses et « la société de consommation » – de la petite et moyenne bourgeoisie traditionnelle peut rejoindre « objectivement » – qu'importent alors les réticences subjectives – la classe ouvrière par le détour d'une autre ruse de la raison.

En effet, cette population vit, ne peut vivre, que sur les « acquis » des trente glorieuses : le plein emploi et la croissance – du moins, le maintien – du niveau de vie. Ces deux paradigmes sont devenus constitutifs de la nature sociale de ces nouvelles couches moyennes.

Par conséquent, la crise (que nous allons maintenant exposer en tous ses effets) remet en question non seulement leur statut mais leur existence même.

Le chômage massif sera l'épreuve de vérité qui doit leur permettre d'expérimenter – par l'absurde – qu'elles aussi ne disposent que de leur force de travail pour vivre et qu'elles peuvent être privées du droit… de subsister !

Les I. T. C. eux-mêmes représentent des strates de classe – au plus haut de la hiérarchie de ces nouvelles couches – qui, elles aussi, peuvent se rapprocher de la base – la classe ouvrière – pour deux raisons essentielles.

Leur « créativité » est de plus en plus soumise aux directives du grand capital, des énarques, des P. D. G., du management. Alors que les techniciens, ingénieurs, chercheurs viennent d'accéder au plus haut niveau du progrès technologique – apportent ainsi une forte valeur ajouté – ils doivent se soumettre à des directives oppressives.

Et surtout : eux aussi sont frappés par le chômage massif. Eux aussi découvrent qu'ils ne disposent que de leur force de travail pour vivre.

Que d'identités de perspectives !

THÈSE 65

Il faut compléter ce « rassemblement » avec une Partie de la petite et moyenne bourgeoisie Traditionnelle, celle qui est propriétaire de Ses moyens de production et antimonopoliste

Alors que les nouvelles couches moyennes sont l'expression des services et des fonctions dus au développement du libéralisme (tertiaire, quaternaire, etc...), la bourgeoisie « classique », elle, est propriétaire de ses moyens de production.

Cette classe sociale a longtemps été homogène, bien que très hiérarchisée. C'est que tous ses éléments participaient à la lutte des classes du face à face (patrons-ouvriers) et qu'elle monopolisait l'expression idéologique et ses valeurs morales.

La contradiction s'est radicalisée entre les multinationales et les P. M. E. et P. M. I., entre ceux qui profitent de la concurrence et ceux qui en sont victimes, ceux qui se sont modernisés et ceux qui n'ont pas pu, ceux qui gèrent le système et ceux qu'il opprime.

Ce processus conduit à la contradiction radicale d'une grande bourgeoisie de la concentration des multinationales, du capitalisme bancaire et financier, du libre échangisme mondialisé et d'une classe moyenne traditionnelle, faite de petites et moyennes entreprises, de travailleurs indépendants, d'artisans de plus en plus voués, essentiellement, à une économie subsidiaire et locale, de sous-traitance même et qui, ironie de l'histoire, cruel renversement du statut, tendent à ne plus disposer de leurs moyens de production car triplement dépossédés par l'état (faillites, fiscalité, charges sociales, etc..), par les banques (emprunts nécessaires pour reconduire l'entreprise et la moderniser), par les multinationales. Le grand

capital (financier, bancaire) est devenu propriétaire des moyens de production de la libre entreprise originelle, républicaine.

Toute une petite et moyenne bourgeoisie est victime du libre échangisme mondialisé, menacée en son existence même, alors qu'elle est productive – elle – et qu'elle participe au travailleur collectif. Ainsi se situe-t-elle dans la même identité de perspectives, pour survivre.

THÈSE 66

Bilan (provisoire) de la théorisation stratégique À partir de la généralisation de la société De classes. — De la réalité organique À sa reconnaissance politique

Notre démarche n'a consisté qu'à expliciter, formaliser, conceptualiser les deux perspectives progressistes complémentaires.

On pourrait alors nous reprocher un manque de réalisme, de concret, de pratique. Quels sont les moyens, les appareils de ces stratégies ?

Notre méthodologie répond à cette critique.

Il fallait tout d'abord proposer « l'intentionnalité » progressiste, formaliser des projets, conceptualiser.

Mais, ce qui est essentiel, c'est que ces projets sont immanents à la réalité, à ce corps social qu'est le travailleur collectif. Ils ne sont pas surajoutés au réel, comme volontarisme politique, décision spéculative en fonction d'un modèle abstrait, importé, prétendu universel. Ces projets sont dans le travailleur collectif, dans sa constitution.

Aussi, la généalogie du travailleur collectif est aussi la généalogie du nouveau potentiel progressiste. La réalité organique de cette entité est aussi la réalité organique des stratégies progressistes.

Celles-ci ne font que rendre compte du double aspect du travailleur collectif, de ses deux attributs, fonctionnel et relationnel.

La stratégie de gestion n'est que l'expression de l'état de la production, elle signifie la collectivisation de fait du travail, la synthèse accomplie par le travailleur collectif, collectivisation

qui est celle d'une post-industrialisation en voie d'informatisation généralisée.

La stratégie de rassemblement n'est que l'expression de l'ensemble constitué par les exploités du libéralisme sauvage, synthèse virtuelle, celle des classes, couches, strates en identité de perspectives, en complémentarité de situation, de fonction, de nature.

Mais tout cela n'est pas reconnu comme tel. Les stratégies progressistes permettent de révéler tout un non-dit, toute une réalité cachée, des situations de fait mais non sues comme telles car sans représentation, sans élaboration théorique, alors qu'elles sont pourtant des référentiels de l'inconscient collectif. Ces stratégies proposent le passage de l'en soi au pour soi, le passage de la réalité organique à sa représentation politique. Elles permettent la prise de conscience par l'élaboration théorique, de reconnaître une pratique et alors d'en venir à ses implications politiques.

Il n'en reste pas moins qu'il manque encore l'essentiel de la concrétisation, celle qui fait le passage à l'acte. La crise généralisée va permettre de répondre à cette demande.

THÈSE 67

La crise généralisée. – Elle Apporte les meilleures conditions De la réalisation de La stratégie progressiste

Nous venons de définir les fondements de cette stratégie. Tout cela à partir de la situation créée par la radicalisation libérale : la généralisation de la société de classes. Celle-ci oblige à un total renouvellement de l'arsenal stratégique.

Le second volet du dyptique stratégique sera encore l'exploitation de la situation engendrée par cet ultra libéralisme : la crise généralisée. Celle-ci doit permettre de concrétiser les deux projets progressistes.

C'est qu'elle révèle la contradiction du système d'une manière irréductible, paroxystique, explosive. Cette contradiction atteint alors une maximalité qui ne dispose plus de solution interne, nationale, car toutes les manipulations idéologiques et technocratiques ont été utilisées et si elles se sont longtemps avérées palliatives, efficaces, elles sont maintenant devenues caduques, inadéquates pour répondre à une crise généralisée, justement, par l'abus de ces manipulations.

Nous avons déjà fait apparaître bien des effets de cette crise généralisée. Maintenant nous devons la considérer en tant que telle, en son ensemble, en son – essence comme un système.

THÈSE 68

« L'agitation » progressiste en tant que Révélation du non dit, explication De la crise généralisée. – Exploiter le retour du refoulé

Cette crise peut être d'abord caractérisée comme étant l'intrusion brutale du principe de réalité dans le système idéologique. Cette réalité est devenue, progressivement, indéniable, lancinante, prioritaire.

Cette crise est telle qu'elle permet enfin de remettre en question le fabuleux imaginaire social du consensus.

Toute l'idéologie triomphaliste de la libération du désir, de la liberté par le désir, idéologie de l'ascendance, des trente glorieuses, tend à s'effacer d'elle-même. C'est le premier effet, énorme, impensable il y a encore vingt ans, de la crise généralisée.

Mais si ce discours est tombé en désuétude, il faut aussi souligner que sa pratique perdure, mais combien « tempérée » par la crise. Rien de plus sociologiquement normal : la mutation des mœurs s'est d'abord faite d'une manière « révolutionnaire » pour ensuite se banaliser.

Sont apparus ainsi, un mélange de mentalités, une juxtaposition d'idéologies, une ambiguïté inquiétante. La « jeunesse » est exemplaire de cette situation. Imbue, le plus souvent, de permissivité, soumise encore au marché du désir, dressée par le capitalisme de la séduction, elle débouche, sans aucune préparation, sur la crise généralisée, le chômage massif, la précarité, le terrorisme économique et son épuration. C'est une situation sans précédent. II peut en résulter le pire ou le meilleur. Aussi, cette « jeunesse » devrait être une cible

privilégiée de « l'agitation » progressiste, de l'explication de la crise généralisée,

THÈSE 69

Les étapes de ce retour
Du refoulé

Tout d'abord le libéralisme, du triomphalisme philosophique, édifiant, est passé à la défensive, économiste, pragmatique.

Quelle différence, déjà, entre la philosophie politique des pères fondateurs du libéralisme (« les économistes anglais ») et le bricolage empirique de R. Aron. Et quelle béance, entre celui-ci et l'éclectisme syncrétique d'Alain Minc. Les premiers planaient, ce dernier écope.

Mais surtout : l'idéologie consensuelle est devenue « l'ère du vide ». C'est l'effet d'engendrement réciproque des médias et de la politique politicienne, double origine de la langue de bois ; parler pour ne rien dire, pour empêcher de dire. Tout se passe comme si ces gens-là s'étaient eux-mêmes laissé prendre au discours du signifiant, celui qui doit cacher la réalité.

Il n'en reste pas moins que médias et politiciens maîtrisent et conditionnent encore le jeu électoraliste. Mais peut-on longtemps réduire les enjeux politiques à ce petit jeu ?

Par la force des choses – « les faits sont têtus » – ces idéologues ont dû enfin convenir, à leur manière, des dégâts de la pratique libérale. Mais ils l'ont fait selon une stratégie de l'aveu-récupération dont nous proposerons les modalités.

Il n'en reste pas moins qu'une faille (une béance même) vient d'apparaître, entre réalité et consensus, « travailleurs et élites », dans laquelle le discours et l'action progressiste peuvent s'engouffrer.

THÈSE 70

Le premier surgissement de ce Refoulé : le mouvement social de Novembre-décembre 95

Plus le discours idéologique se gonfle à éclater, tout en devenant inconsistant – mais n'est-ce-pas son objectif, réduire le politique à l'inconsistance ? – Et mieux le non dit peut se radicaliser, s'exaspérer pour réapparaître dans la stupeur générale, fracassant retour du refoulé. Sa première manifestation aura été l'explosion sociale de Novembre-Décembre 95.

Ce mouvement social est une première vérification, réalisation de notre thématique. Il est aussi le commencement d'une nouvelle ère sociale, celle qui peut entendre la révélation du non dit.

Octobre-Novembre 95 aura été la première expression, encore réduire certes, « miniaturée », du travailleur collectif. Celui-ci s'est manifesté à quatre niveaux du même ensemble.

A la base, les grèves des transports publics, celle des travailleurs les plus nécessaires au travail productif et participant même directement à ce travail. La fonction publique aura été le premier relais, par les grèves de soutien (poste, gaz, électricité, enseignants).

De plus, les autres travailleurs auront fait grève par « procuration », soutien passif des grévistes. Enfin, l'opinion publique elle-même aura « accompagné » majoritairement le mouvement, ce qui est une « première » d'une très grande importance.

Ce mouvement social est parti de la base, celle du travail, de la nation. En ce sens, il est l'anti Mai 68, mouvement parisien,

estudiantin, libertaire, culturel, gauchiste (« rectifié » par le Juin des travailleurs).

Le mouvement social 95 est un rassemblement, constitué et dirigé par l'intelligence gestionnaire du travail. Pour la première fois, elle a pu se manifester en toute sa légitimité, en toute sa nécessité.

S'agit-il d'une pré-conscience de classe ou/et d'un au-delà qui serait la pré-conscience du travailleur collectif ? Immense question, a débattre, qui traduit bien toute la fécondité de ce mouvement social.

Ici, nous nous en tiendrons à ce constat : les meilleures conditions de l'expression et de l'écoute du discours progressiste, de sa révélation du non dit, sont réunies.

THÈSE 71

Montrer que la vie n'est plus possible : les deux effets Majeurs de la crise – Le chômage et l'insécurité – Détraquent l'existence en rendant impossible Les deux grandes fonctions humaines (La production et la consommation)

Nous avons vu (thèse 5) comment le libéralisme social libertaire avait su organiser sa contradiction constitutive selon :

1°) La permissivité des mœurs (modèles culturels nécessaires à la consommation du marché du désir).

2°) L'oppression économique (sur la classe ouvrière élargie, les travailleurs en général).

La crise ne fait que révéler la contradiction radicale des deux systèmes (fondement de la société duale) et toutes les conséquences logiques de chaque axe stratégique :

1°) La permissivité des mœurs débouche sur l'insécurité.

2°) L'oppression économique s'accomplit par le chômage massif.

Ce dernier est l'effet majeur et incompressible de la mutation infrastructurale, de la liquidation de la société mise en place par la première et deuxième révolution industrielle, de la modernisation par l'automation et l'informatique. Tout cela n'est possible que par le chômage, résidu de la manipulation des paramètres de l'économie libérale.

L'insécurité est l'effet majeur et incompressible de la mutation superstructurale. Elle enrobe maintenant toutes les expressions de l'existence quotidienne. Elle est réelle et

fantasmatique, expérience quotidienne et structure de l'imaginaire collectif. Elle est un symptôme et expérience existentielle.

THÈSE 72

Expliquer la cause fondamentale
De ce pourrissement
De l'existence

Nous vivons la fin d'un extraordinaire paradoxe, celui qui a permis la meilleure gestion du capitalisme (celui de l'ascendance) « grâce » à la contradiction constitutive du système.

Avec le libéralisme de la dégénérescence cette contradiction se révèle comme une impossible gestion. La crise est la preuve que ce libéralisme ne contrôle plus les effets de son système de production et de consommation. Sa stratégie se retourne contre lui…

Il apparaît maintenant que c'est le capitalisme de l'ascendance qui est la cause directe de la dégénérescence. La crise n'est pas due à des effets extérieurs du système. Elle est la conséquence immédiate d'une croissance totalement soumise au profit. C'est la fin de l'illusion progressiste du libéralisme social libertaire, de tout le système idéologique de l'ascendance.

Rappelons les composantes ambiguës de ce « progressisme »

1°) Sur le plan technologique : et pour cause : le libéralisme dispose des moyens financiers de la mise en pratique de la recherche fondamentale et ce progrès technologique est le moyen le plus efficace pour concurrencer les autres entreprises.

2°) Sur le plan social : nécessité de la production de série et de la consommation de masse pour élargir les profits et l'extorsion de la plus-value, nécessité de se garantir une

clientèle et de garantir à cette clientèle les moyens de la consommation.

3°) Sur le plan culturel ; nécessité d'une idéologie de la libéralisation et de l'émancipation comme conditions superstructurales du marché du désir, idéologie qui « libère » pour mieux aliéner et pour mieux soumettre la culture à la mercantalisation.

Maintenant la crise révèle que « ce progressisme » technocratique et libertaire, sans contrôle et sans limite, débouche sur l'impossibilité de vivre : chômage et insécurité.

C'est bien la fin de « la civilisation libérale » décrite dans la première partie, la fin des illusions. Il est prouvé que le libéralisme social libertaire n'a pu tenir ses deux promesses :

1°) La prise en charge des valeurs du travail par le plein emploi et l'aménagement « harmonieux » du temps de travail.

2°) La prise en charge des valeurs du loisir par « le plein emploi » d'un désir libéré.

Le chômage et l'insécurité révèlent que les fondements mêmes du libéralisme sont faux.

THÈSE 73

La crise expliquée aux nouvelles Couches moyennes. – C'était trop beau pour durer

Nous complèterons et résumerons les thèses déjà consacrées à la théorisation de ce phénomène extraordinairement original qu'est le surgissement hégémonique des nouvelles couches moyennes par ce discours qui peut être maintenant entendu et pour cause, pour cause de crise généralisée :

Eh oui, non seulement vos privilèges mais même votre existence sont remis en question.

Nous l'avons vu : vous avez magistralement joué le coup, celui que le capitalisme de l'ascendance vous proposait. Cela valait bien d'y perdre son âme puisque vous était octroyé le fabuleux marché du désir qui a permis de mettre en place la première « société » hédoniste de l'histoire.

Convenez cependant que pas mal d'entre vous se sont « fait avoir » car bas de gamme qui n'a accédé qu'aux restes du festin, qu'à des signes, ceux de l'idéologie du désir. Celle-ci s'est même dégradée en une sémiologie de la délinquance, qui n'est que provocation verbale réduite au bavardage quotidien, sans même le profit du petit larcin. Convenez aussi que cette jouissance – ou leurre – vous coûte cher : une arythmie sociale qui est le lieu de naissance de la névrose objective (cf Le capitalisme de la séduction). Au travail, vous n'avez pas craint d'exploiter sans vergogne le moyen de votre jouissance : vous-même ! Vous avez ainsi réalisé la perfection de l'aliénation, de votre aliénation.

Mais tout cela n'est rien à côté de ce qui vous attend. Tout d'abord ce sera – c'est déjà – la peau de chagrin de la jouissance, pour ceux-là mêmes qui en ont le plus profité. Il

faudra aussi payer les lendemains de fête, les conséquences de la permissivité, les désintoxications.

Mais c'est votre existence même qui va être remise en question. La précarité généralisée, le chômage massif, tel est votre avenir. Si, jusqu'à maintenant, vous avez été relativement épargnés, en partie pour des raisons de stratégie politique – ménager le corps social qui devait permettre de « dépasser » la lutte des classes – rien n'est perdu pour attendre. Car après avoir liquidé les travailleurs de la première et de la deuxième révolution industrielle pour mettre en place la première phase de la révolution de l'informatisation, ce capitalisme va devoir démanteler des pans énormes du tertiaire et du quaternaire, liquider même certains secteurs, pour mettre en place la seconde phase de sa modernisation par la « flexibilité », pour en venir, en particulier, à l'emploi massif des logiciels..., et de la délocalisation.

À bon entendeur... Et veillons aussi à un néo-fascisme spécifique de ces nouvelles couches moyennes – de frustrés, de déçus – et à sa possible collusion avec une extrême droite populiste.

THÈSE 74

La crise expliquée à la classe moyenne Traditionnelle. – C'est peut être « La faute à Sartre » Mais surtout à Maastricht

Il faut dire à cette classe moyenne traditionnelle : la libre entreprise issue de la Révolution française a permis de faire éclater le double système oppressif de l'Ancien Régime : le corporatisme et le domanial. Votre destin a été grandiose : vous avez pris en charge l'économique pour quitter « l'état de nature ». La liberté humaine est devenue, grâce à vous, la liberté d'entreprendre.

Mais très vite cette authenticité a été pervertie par le libéralisme. Il en résulte – terrible ironie de l'histoire – que vous n'êtes plus libre entreprise ! Faites l'effort de comprendre que ce qui empêche le bon fonctionnement de l'entreprise ce n'est pas les lois sociales, mais un appareil d'état au service du libre échangisme européen (et mondial). C'est ce capitalisme qui vous met en faillite, vous pressure fiscalement, fait de vous une sous-traitance et vous impose les délocalisations. Ainsi, il vous dépossède même du principe de la libre entreprise puisque vous ne disposez même plus des moyens de votre production.

Et comme votre indignation est justifiée (alors que vous travaillez si durement, avec toute votre famille pour, bien souvent, à peine subsister) de constater qu'une partie importante des nouvelles couches moyennes qui ne produit pas, qui est même parasitaire a été l'essentielle profiteuse de votre travail. La société permissive était bien l'ultime provocation que le capitalisme pouvait vous infliger. Son laxisme n'a fait que recouvrir une stratégie de gestion de son marché.

Mais ne prenez pas un effet – certes essentiel – pour la cause. S'il vous faut absolument un bouc émissaire – « la faute à Sartre » – convenez aussi que c'est avant tout la faute au libre échangisme européen et mondial.

Révoltez-vous… Pour retrouver une autonomie de gestion qui, croyez-le bien, sera nécessaire pour passer au socialisme. Tout un tissu social est nécessaire à l'économie nationale : celui des P. M. E et P. M. I enfin libérées de l'oppression étatique du libéralisme sauvage.

Ne redoutez pas de faire les frais d'une « révolution rétrograde », de type stalinien, de liquidation des petites et moyennes entreprises. Ce serait un énorme contresens que la révolution démocratique, pacifique, autogestionnaire en pays dit post-industrialisé doit dénoncer en priorité pour imposer une voie de passage vers le socialisme qui rendra à la libre entreprise toute la grandeur politique que la Révolution française avait su arracher à l'Ancien Régime et lui apportera aussi toute la fécondité économique que l'autogestion saura arracher au libéralisme.

THÈSE 75

Le bilan progressiste de la crise généralisée.
– Faire apparaître et exploiter
Le système des fractures-béances
De la société française

Nous pouvons en venir, maintenant, à la seconde phase de « l'agitation » progressiste, de la révélation du non dit, de l'explication de la crise généralisée.

La première phase permet d'exposer les conditions générales, économico-politiques mais aussi culturelles, en fonction de cibles bien circonscrites. C'est une maïeutique militante, une provocation réflexive.

La seconde phase sera le bilan objectif de cette crise généralisée. Ce n'est plus un argumentaire pour convertir. Tout au contraire, cet « audit » s'adresse aux convaincus, aux militants.

Il ne s'agit plus de « donner à réfléchir » mais d'ordonner ce qui est confusément, empiriquement, ressenti. Il faut proposer le bilan de la crise généralisée en tant qu'objectivation maximale, en tant que mutation de la société de classes. C'est l'actuel système des fractures béances de la société française.

Ce système sera présenté à trois niveaux, selon sa progressive généralisation : la fracture de la bourgeoisie, puis celle de la société globale, enfin celle de toute relation humaine.

THÈSE 76

Les fatales dislocations De la bourgeoisie. – Il n'y a plus d'identité de classe

Ne pourrait-on pas avancer cette proposition ironique ; s'il était vrai que la lutte des classes n'existe plus, ne serait-ce pas parce que la bourgeoisie, en tant qu'identité de classe, a disparu, submergée par les contradictions du libéralisme sauvage ?

Le premier bilan, des dégâts de la pratique libérale, doit révéler la faille, la béance, au cœur même de « la société bourgeoise », en son principe, en son fondement ; il n'y a plus d'homogénéité de classe, d'identité.

La classe bourgeoise traditionnelle est deux fois disloquée :

1°) Par la contradiction intime entre la production sans la jouissance et la jouissance sans la production, contradiction entre la bourgeoisie qui possède les moyens de production et les nouvelles couches moyennes.

2°) Par la contradiction ancienne, entre petite, moyenne bourgeoisie et bourgeoisie des monopoles, et par la contradiction nouvelle, entre petite, moyenne entreprise industrielle et bourgeoisie affairiste du libre échangisme mondialisé.

Il s'agit là d'une inexorable crise de « la société bourgeoise », d'une classe qui n'ose plus, déjà, se désigner, se revendiquer comme telle. Sa béance intime est camouflée par l'invocation de la crise de civilisation.

Mais cette fracture de la classe dominante ne met-elle pas gravement en question ses possibilités de gestion, de restauration, de défense ? (Ce constat nous permettra d'étayer l'hypothèse de l'implosion du libéralisme… et de la bourgeoisie).

THÈSE 77

Cette fracture devenue constitutive de la Bourgeoisie à valeur paroxystique de fin De civilisation. – Le « péché originel » Et la « justice immanente »

Il faut bien établir la relation de cause à effet : ce n'est pas la crise de civilisation qui entraîne la crise de la bourgeoisie, c'est celle-ci qui est la cause de la crise dite de civilisation.

« Justice immanente » : la bourgeoisie est en train de payer le principe pervers de sa gestion de la société globale. Ce principe, nous l'avons constamment rappelé, est celui de l'organisation de cette société en dualité de l'oppression économique et de la permissivité des mœurs. Nous avons montré que cette gestion s'était élargie en « civilisation », en tant que redistribution du principe de réalité et du principe de plaisir, les deux modalités organisationnelles de la civilisation. Le triomphe des trente glorieuses a été le triomphe de la « civilisation » libérale.

En période de crise, juste retour des choses d'ici bas, cette contradiction stratégique et perverse devient celle, constitutive, organisationnelle, de la bourgeoisie. Simple retour à l'envoyeur.

THÈSE 78

La deuxième fracture-béance : celle de la Société globale devenue « société duale ». Son aveu – Récupération par l'antagonisme Des exclus et des nantis

Si la société duale a dû être reconnue, par l'idéologie consensuelle elle-même, c'est pour être récupérée en antagonisme des exclus et des nantis, ultime tentative de nier la lutte des classes.

Le camouflage consiste à proposer un ensemble de clivages qui seraient bien au-delà de « l'archaïque » lutte des classes. La nouvelle dualité reprendrait même, pour la dépasser, celle du riche et du pauvre. (De la Bible à Alain Minc). N'affecte-t-elle pas tous les niveaux de la société, tout le relationnel, public et privé ?

Le parti des nantis : « les riches, les vieux, les retraités, les rentiers, tous les amateurs du franc fort », Le parti des exclus : « les pauvres, les jeunes, les actifs, les emprunteurs – que n'effraie pas la possibilité d'un léger virage inflationniste ». {4}

Mais pourquoi oublier Tapie, comme exclu de choix, ou Monseigneur Gaillot ? Et les tôlards ? Et les gens des « cités » ? Et le quart monde ? Où mettre les C. D. D ?

Cette classification nous semble exemplaire de l'éclectisme syncrétique de l'idéologie consensuelle. D'autres opposeront les actifs – les nantis – et les chômeurs – les exclus ! Mais qu'importent les variables de ces amalgames. En tous les cas, c'est la meilleure récupération de la société duale, c'est le meilleur substitut à la lutte des classes.

THÈSE 79

La démystification de Cette « fracture sociale ». - Les rapports cachés de L'exclusion et de l'exploitation

Nous opposerons au discours consensuel l'attitude critique et réflexive, celle de la conceptualisation progressiste.

Pour ce faire, il suffira de citer une partie d'un texte de présentation d'un « Mardi de l'I. R. M [5] intitulé « Fracture Sociale ? » et organisé par : « Espaces Marx ».

« La formule (« fracture sociale ») semble opposer la grande masse des salariés – sorte de bloc constituant les classes moyennes – aux inadaptés de la modernisation, voués au chômage ou à la précarité. Les uns ne seraient plus exploités, profitant des performances de l'économie et consentant pour cette raison aux « élites » des situations privilégiées. Les autres ne seraient tout simplement pas exploitables et relèveraient de l'humanitaire, l'exclusion succéderait à l'exploitation dans une société souffrante mais pacifiée.

La réalité – vivement éclairée par le grand mouvement social de l'automne – n'est-elle pas au contraire qu'exclusion et précarité sont des formes modernes de l'exploitation dans les conditions inédites où le travail est bouleversé par les conséquences des progrès technologiques ? Et que la lutte des classes s'aiguise, exigeant de réfléchir au devenir des formes d'exploitation et de domination ? ». Patrice Cohen-Séat.

THÈSE 80

La société duale en tant Qu'expression de la lutte Des classes généralisée (Par la crise généralisée)

Notre livre n'est qu'une contribution à la « réflexion » sur ce « devenir des formes d'exploitation et de domination ». Pour établir que la société duale doit être comprise comme expression de la lutte des classes, il nous suffira de proposer la synthèse de notre recherche.

Rappelons tout d'abord la logique de cette « moderne » lutte des classes : elle s'est articulée sur « l'éternelle » lutte des classes – celle des rapports des forces productives et des moyens de production – pour recomposer la société française en tant que dualité de l'oppression sur le producteur et de la libéralisation du consommateur. Il y a bien dualité constitutive, mais celle de la fracture-béance d'une lutte des classes – actualisée – qui a quitté, en effet, le face-à-face bourgeoisie-prolétariat (celui de « la lutte classe contre classe ») et pour un bien plus large antagonisme qui met en jeu, maintenant, la société globale.

Tout est devenu l'expression – combien méconnue, occultée – d'une lutte des classes qui ne s'affirme plus, il est vrai, selon des modalités venues du XIXème siècle, mais parce qu'elle recouvre, maintenant, le tout de l'existence, de ses catégories constitutives : le fonctionnel et le relationnel.

Cette logique s'est déployée selon sa phénoménologie, c'est-à-dire selon un mouvement historique de causes et d'effets, en tant que mise en forme des catégories de sa réalisation.

Nous ne ferons, ici, qu'indiquer le schéma de cette phénoménologie. Il nous permettra de résumer l'évolution de la lutte des classes en fonction de la production et de la consommation, en tant que passage de l'ascendance à la crise généralisée.

THÈSE 81

Le parcours phénoménologique de la lutte Des classes : du projet de classe unique à La lutte des classes généralisée. La première réalisation du « rassemblement »

Nous avons bien précisé (thèse 24) le projet fondamental, originel de la stratégie libérale : en finir avec la lutte des classes en créant la « classe unique ». Celle-ci devait être doublement composée : d'une part, par la standardisation verticale du genre de vie (des nouvelles couches moyennes) et, d'autre part, par l'agglomérat, au sommet, des trois composantes essentielles du moyen. La classe ouvrière pouvait être alors réduite à une plèbe.

Nous avons déjà établi (thèse 64) que cette stratégie de classe unique était à double tranchant : elle a servi tout d'abord au libéralisme, elle sert maintenant au progressisme. Et dans la perspective du rassemblement.

En effet, nous avons pu constater que deux nouveaux paradigmes sont devenus constitutifs de l'existence : le plein emploi et la croissance (ou le maintien) du niveau de vie. Le libéralisme a fondé son ascendance sur la satisfaction du principe de la production et du principe de la consommation. Aussi, en période de crise, cette promotion va se tourner contre le promotionnaire, puisqu'il ne peut plus tenir ses engagements. Tout ce qui a été « octroyé » par le libéralisme devient acquis du socialisme, renversement combien paradoxal.

Lorsque la crise se généralise, c'est donc toute la « nouvelle société » – celle qui devait devenir classe unique – qui devient société duale. Et c'est à partir des valeurs instaurées par le projet de classe unique que cette société globale se dispose selon

une contradiction globale, de classe, et selon une unification virtuelle des exploités.

Deux systèmes d'exigence tendent à se radicaliser et à s'opposer de plus en plus. D'un côté, les parvenus de la croissance et même de la crise, tous ceux qui profitent de l'exploitation capitaliste, de sa modernisation (en période d'ascendance et en période de crise), des modalités de la production et de celles de la consommation.

De l'autre, toutes les victimes de la croissance et de la crise, du productivisme et de l'austérité, les laissés pour compte de la production et de la consommation : bien des petites et moyennes entreprises (à la ville et à la campagne), la totalité de la classe ouvrière, de plus en plus d'éléments des nouvelles couches moyennes.

Telle est la situation de l'actuelle société française : elle a perdu son ancrage et elle n'a pas retrouvé ses bases. C'est une société flottante, incertaine, qui cache derrière les certitudes de sa gestion politicienne une vacuité et une disponibilité énormes.

Le capitalisme est cet apprenti sorcier qui a anéanti la substance de la société française pour accéder à sa totale manipulation mais en créant ainsi les meilleures conditions du rassemblement antilibéral. La société duale permet de retrouver le schéma marxiste de l'exaspération de la lutte des classes : paupérisation massive et concentration du profit, mais schéma rénové, modernisé, actualisé.

THÈSE 82

Le dévoilement de la troisième fracture-béance : Celle de toute relation humaine (fin de civilisation). Du « bon usage » méthodologique Des exclus et des frustrés

Cette phénoménologie de la lutte des classes exclut les « exclus », au profit des « exploités ». Il s'agit de deux catégories bien distinctes. Le terme « exclu » appartient au discours consensuel, le terme « exploité » à la lutte des classes.

Il y a, d'une part, l'exploitation du travailleur collectif – de sa production et de sa consommation – avec comme conséquences essentielles le chômage, la précarité, la paupérisation, et d'autre part, les victimes d'une crise de civilisation telle que même les privilégiés et les profiteurs peuvent en pâtir, et parfois en priorité (l'insécurité, par exemple).

Mais pourquoi ne pas récupérer ce camouflage, cette récupération ? La lecture « symptômale » du terme « exclu » est riche d'enseignements.

Elle est donc, tout d'abord, révélatrice d'un aveu, celui de la crise généralisée, de la société duale.

Elle est non seulement aveu, mais aussi et surtout reconnaissance et même proclamation de la crise de civilisation. Certes, ses effets sont recensés en un amalgame syncrétique qui interdit de reconnaître la vraie cause (la crise du libéralisme). Mais qu'importe : si l'origine est méconnue, les effets sont devenus évidents, catastrophiques.

Maintenant, le mécontentement, le malaise, le conflit sont partout. Ces états d'âme, cette pathologie sociale, sont devenue constitutifs du relationnel social, de l'échange humain. Chacun

peut se considérer « exclu » de quelque chose – de la jeunesse, par exemple – et par quelqu'un, d'une manière occasionnelle ou continue.

Pourquoi, encore une fois, ne pas exploiter la situation ? La crise généralisée n'est-elle pas, en définitive, reconnue ? L'idéologie consensuelle n'est-elle pas prise à son propre piège. Pour mieux cacher la cause, elle a dû proclamer tous ses effets, ceux qui font la fin d'une civilisation.

On pourrait alors proposer le « bon usage » stratégique, des exclus : révélateurs et détonateurs. Ne sont-ils pas devenus des victimes reconnues, agréées, respectées ? Aussi, pourraient-ils « servir » à déclencher et à justifier des mouvements sociaux qui évolueraient très vite vers les problèmes essentiels ? Ainsi le Mai 68 estudiantin, libertaire, a permis de mettre en place le Juin des travailleurs.

THÈSE 83

Oui, mais la reprise ? laquelle, Celle d'hier ou celle de demain ? – L'éternel retour Et le prix du progrès

La reprise, la relance même, n'infirment-elles pas, et même ne rendent-elles pas caduque, inopérante, cette stratégie progressiste de « l'exploitation » de la crise généralisée ?

Non, car celle-ci est balisée de reprises. On vit entre deux reprises : celle d'hier, qui a fait « flop » et celle promise pour demain.

Et d'ailleurs : quelle crise ? Jamais les profits n'ont été aussi élevés et diversifiés. « La société française n'a cessé de s'enrichir. En vingt ans, le produit national a progressé de plus de 60 % »[{6}]. Donc, après tout, l'essentielle finalité de la stratégie libérale n'est-elle pas accomplie ?

Mais le libéralisme peut proposer — au-delà de cette cynique comptabilité du positivisme économique et monétariste – toute une philosophie du... progrès, du prix du progrès. Il peut même justifier ce qui serait ses inévitables corollaires, la crise et le chômage.

Cette crise n'est-elle pas nécessaire à un cycle, celui qui, en définitive, permet la croissance globale ? Ce cycle serait porteur d'un tel développement — notamment technologique — qu'il ne pourrait qu'entraîner certaines périodes, certains effets pervers, mais relatifs, contrôlables, dans un bilan globalement positif.

Cette philosophie peut même, alors, récupérer, pour inverser son sens, l'explication marxiste. Le progrès de l'humanité serait, paradoxalement, fait de cet Eternel Retour :

expansion – crise – dépression – reprise – relance – expansion.

La crise serait le prix à payer pour une croissance à l'infini, globale. Ainsi, le capitalisme récupérerait le progrès en s'assurant l'éternel contrôle de l'avenir de l'homme.

THÈSE 84

L'irréversibilité des dégâts De la crise : « ce ne sera plus Comme avant ».

Cette théorie, cyclique, du progrès contenu dans l'Eternel Retour, est bien philosophique. Nous nous sommes fait l'avocat du diable – pour faire une ironique leçon aux thuriféraires du libéralisme qui utilisent des arguments beaucoup plus pragmatiques – car notre méthode consiste à proposer la meilleure argumentation possible de l'adversaire pour la récuser alors en toute légitimité conceptuelle. Aussi, parfois, faut-il faire un travail que ces thuriféraires sont bien incapables de concevoir.

Mais revenons aux interprétations plus terre à terre, économistes. La plupart des observateurs conviennent que même avec la reprise « ce ne sera plus comme avant ».

Il faut constater, tout d'abord, que l'interprétation de cette reprise peur être très « nuancée ». Elle peut même devenir le moyen de « l'atterrissage en douceur »... dans une nouvelle récession ! On avance même que la croissance n'est plus synonyme de création d'emplois, etc,..

D'autres révisent, aménagent le schéma du cycle. On dira, par exemple, que ce cycle est de plus en plus resserré, que crise et reprise se succèdent très vite. Alors reprise = recrise ?

D'autres se félicitent ouvertement de la situation. C'est que toute une nouvelle idéologie s'est développée, tout un nouveau modèle d'interprétation. On serait rentré dans une « nouvelle société » qui se débarrasserait, à grand peine, de contraintes archaïques, d'une organisation du travail – la société du salariat généralisé – qui ne répond plus au progrès. Ce serait le

triomphe de la robotisation, de l'automation, de l'informatique, de la société de l'information, de l'entreprise virtuelle, etc… Le travail, lui-même, serait une fonction dépassée, un blocage de la « créativité » !

Il faut constater, alors, que les modalités d'organisation de cette nouvelle société ne sont que la « normalisation » des pires effets de la crise : déréglementation, flexibilité de l'emploi, délocalisation, etc… La lutte contre le chômage est certes privilégiée, mais pour élargir le champ de la paupérisation (un chômeur de moins, deux pauvres en plus, telle est la formule qui pourrait rendre compte de ce partage du travail). En définitive, toute ratification des dégâts de la crise serait considérée comme un progrès vers la nouvelle société.

Cette idéologie n'est-elle pas la preuve, l'aveu, que non seulement la crise ne peut plus être dépassée mais encore qu'elle est devenue la norme et qu'elle ne fait que préfigurer la société ultra-libérale que Maastricht doit imposer ?

THÈSE 85

Les deux lois tendancielles qui empêchent La reprise et présagent même l'aggravation De la crise. – Comment le libéralisme S'interdit lui-même l'éternel retour

Nous prendrons acte de ce nouvel aveu-camouflage et nous proposerons les lois, celle de l'économie libérale elle-même, qui tendent à interdire la reprise et à imposer la recrise. Il s'agit d'un auto-blocage, d'une contradiction devenue constitutive.

Notre démarche n'est en rien économiste. Nous ne cherchons pas à opposer une loi économique à une autre, en un combat empirique et tactique. Au contraire : nous voulons dégager la philosophie politique de cet ultime moment du libéralisme. C'est la critique de l'économisme libéral qui engendre la philosophie progressiste.

La première de ces lois tendancielles portera sur le principe même du libéralisme : le profit. Elle fera apparaître l'auto parasitisme du profit, son auto-destruction : le profit sur le profit. La seconde remettra en question le fonctionnement même – l'économie de marché – du libéralisme : la déflation rampante. Ces lois portent donc sur la double composante de la nature du libéralisme. Elles remettent en question son existence elle-même.

Il s'agit de saisir la dégénérescence fatale de ce libéralisme à partir de sa constitution, de la contradiction engendrée par son développement maximal.

THÈSE 86

L'auto-parasitisme du libéralisme : le profit
Sur le profit – La contradiction du Capitalisme industriel et du Capitalisme financier et bancaire

On a pu dire que « quand le chômage diminue aux États-Unis, Wall Street s'effondre ». Cette formule nous permettra d'exprimer d'une manière synthétique et schématique la fatale contradiction du stade ultime du libéralisme.

Oui, il peut y avoir reprise, mais dès la relance, la surchauffe menace. C'est que la relance de la consommation, celle qui permettrait de réduire le chômage, passe par l'augmentation du pouvoir d'achat, c'est-à-dire des salaires et des crédits. La reprise de l'inflation n'est-elle pas alors quasi fatale ?

Du coup, la rentabilité de l'argent diminuerait. L'intérêt est réduit par l'inflation. C'est le capitalisme financier et bancaire qui est alors en question, menacé.

Aussi, pour empêcher cette dévalorisation, ce capitalisme (financier et bancaire) « relève » le taux d'intérêt. Alors, c'est le capitalisme industriel qui doit renoncer aux investissements productifs.

Tel est le cycle infernal d'une économie bloquée par ses contradictions. Pourquoi prendre le risque d'investir alors que le bénéfice envisagé sera moindre que celui de l'argent qui dort ? La fortune des uns fait l'infortune des autres.

La contradiction entre le capitalisme industriel et le capitalisme bancaire et financier est devenue telle que non seulement elle empêche l'Éternel Retour mais qu'encore, et surtout, elle entretient la crise généralisée.

Le libéralisme scie lui-même la branche sur laquelle il repose. C'est un système productif définitivement bloqué. Ce libéralisme se dévore lui-même, se parasite lui-même. C'est une justice immanente. Son péché originel est le profit. Il mourra du profit.

THÈSE 87

La seconde loi tendancielle : l'entropie Fonctionnelle du libéralisme (première étape). La manipulation technocratique : la désinflation Au prix du chômage massif

Le libéralisme peut être remis en question en son principe, l'autre loi tendancielle le remet en question en son fonctionnement même.

Pendant longtemps, la crise a pu être contenue, délimitée. C'est que ses effets pouvaient être relativement contrôlés et manipulés grâce à l'impressionnante maîtrise technocratique du pouvoir, grâce à la souplesse et à l'efficacité de la stratégie du monétarisme et de l'économisme.

Cette gestion de la technostructure (commune au libéralisme et à la social-démocratie) avait su créer un jeu savant, compensatoire, des quatre grands paramètres de son économisme : commerce extérieur, inflation, chômage, niveau de vie.

Selon les exigences de la conjoncture économique et de l'opportunisme politique, la manipulation de tel ou tel paramètre permettait une amélioration, ou même un progrès, dans la mesure où un autre en supportait les conséquences. Puis, à son tour, ce dernier était amélioré, arrangé, au détriment des autres.

Sous la pression de la crise… et des fameux « critères de convergence » imposés par Maastricht (notamment la réduction des déficits publics…) pour en venir à la monnaie unique, le pouvoir a fait un choix définitif : la désinflation. Alors le petit jeu technocratique de rattrapage et de compensation n'est plus possible. Les exigences de « l'orthodoxie financière » ont

comme conséquence immédiate de sacrifier délibérément et durablement l'emploi : chômage massif et nouvelle pauvreté. À ce prix – en créant une situation irréversible et catastrophique – une désinflation spectaculaire, durable, fondement de l'orthodoxie financière et de l'Union Européenne (celle de Maastricht).

THÈSE 88

L'entropie fonctionnelle du système (Seconde et ultime étape) de la désinflation À la déflation rampante (Le libéralisme subventionné)

Cette désinflation n'est pas une fin (heureuse) mais le commencement de la déflation, une dynamique irréversible qui révèle la crise en ses causes dans la mesure où on ne peut plus agir sur ses effets.

Nous ne ferons, ici, que reprendre et interpréter, schématiquement, une analyse consacrée – celle du marxisme – de ce stade ultime de la récession.

Il faut, au début, toute une accumulation de circonstances. La saturation relative des biens d'équipements, la baisse du pouvoir d'achat, la fin des avantages de l'inflation (emprunts), le chômage massif, les nouveaux pauvres, la peur du lendemain, sont autant d'éléments qui s'accumulent de telle manière que la marchandise capitaliste trouve de moins en moins preneurs et que le marché se réduit de plus en plus.

La fameuse loi de l'offre et de la demande joue, alors, pleinement : moins de clients, moins de pouvoir d'achat – baisse des prix. À cela, s'ajoute une autre non moins fameuse loi du libéralisme : la concurrence, la « libre » concurrence. (Une fois de plus on constate que les dogmes du libéralisme se retournent contre lui).

Cette concurrence – ce libre échangisme – est devenue implacable. Elle se traduit, à l'intérieur du système monopolistique du libéralisme, par une véritable guerre (civile) économique entre les pays post-industrialisés (Europe-allemande, U. S. A., Japon). Elle vient aussi de l'extérieur, des

pays du tiers monde en voie de développement qui disposent de cette arme suprême : la délocalisation. A libéral, libéral et demi.

Mais quand on veut « faire l'Europe » — celle de Maastricht — peut-on vouloir un retour au protectionnisme ?

Aussi la récession — sous la forme de la déflation — ne peut que s'exaspérer et se radicaliser : plus les prix baissent et moins les marchandises et les services trouvent preneurs.

Cycle infernal, de l'engendrement réciproque des deux composantes de la déflation généralisée. Alors la production, d'elle-même, tend à se raréfier. C'est le même processus pour la demande. L'économie libérale devient une peau de chagrin.

THÈSE 89

Conclusions sur la nature transitoire De ce libéralisme « moderne ». De la Première crise généralisée à La crise structurelle et définitive

Nous pouvons maintenant proposer une mise en situation historique de l'ensemble étudié, sa signification dans l'histoire universelle. Cette localisation nous permettra de faire apparaître la nature profonde de ce libéralisme, ce qui fait sa spécificité, son essence.

C'est le passage d'une crise à l'autre.

Autrement dit, la crise n'est pas que le moment crucial, ultime que nous venons d'étudier. Elle est aussi le commencement, la période qui a précédé l'ascendance. Elle enveloppe le parcours du libéralisme « moderne ». Ainsi, elle devient le principe de l'explication et même de la nature transitoire de l'actuel libéralisme.

Donc, au commencement de cette « modernité », la crise de 29, déjà générale, longtemps accablante, première remise en question du principe même du libéralisme, mais crise « dépassée », non seulement grâce à la guerre mondiale, (nous y reviendrons), mais aussi grâce à la « rénovation » de ce libéralisme.

Pour cela, il n'a fait que se radicaliser, que proposer le développement maximal de son principe : le chrématistique, la systématisation du profit. Tout simplement. Il est allé jusqu'au bout de ce qui n'avait été réalisé qu'en partie.

Nous ne ferons ici que rappeler les grandes modalités de cette rénovation chrématistique du libéralisme.

Il a su développer deux marchés (le marché… des marchés traditionnels et le marché du désir), une double exploitation (celle du terrorisme économique et celle de la permissivité des mœurs), une double économie (du diurne et du nocturne, du licite et de l'interdit, souterrain, parallèle). Ainsi, il a « inventé » un double système de profit.

Et apparemment à l'infini, puisque ce marché recouvre toute l'existence, en tant que gestion libérale du principe de réalité et du principe de plaisir.

Il faut bien constater qu'aucune « économie politique », soit bourgeoise, soit marxiste, n'a théorisé cette complémentarité de l'ultra libéralisme sauvage. Celle-ci ne se révèle qu'occasionnellement, mais de plus en plus (blanchiment de l'argent, marché de la maffia, « affaires », etc…). Et pourtant, le marché du désir, de l'interdit, du nocturne a apporté, au marché officiel, légal, juridique, trois déterminations capitales :

1°) La dynamisation, en lui servant de vitrine publicitaire, de promotion.

2°) L'injection (clandestine) d'énormes capitaux.

3°) Le sauvetage même, certes relatif et provisoire, de son économie.

Cette « révolution » chrématistique est bien le meilleur des capitalismes possible. Et pourtant, c'est cette perfection, qui après un triomphe éphémère (les trente glorieuses) n'a pu que dégénérer pour en venir à la crise structurelle.

Comment pourrait-il y avoir une relance réelle alors que tout est accompli, que tout a été essayé, alors que ce capitalisme a pu se développer maximalement, en sa perfection chrématistique, alors que c'est dans son apogée que sont apparues les raisons de sa fatale dégénérescence ?

THÈSE 90

Le libéralisme serait devenu Un tigre de papier ? — De la Dégénérescence à l'implosion

Alors, « fin de partie », fin du libéralisme ? La dégénérescence du système se faisant de plus en plus entropique, il suffirait d'attendre sa fin dernière ?

Mais une dégénérescence est à durée indéterminée. Elle peut même durer… toujours, en tant qu'éternelle « fin de l'histoire », éternel pourrissement du libéralisme. L'entropie est encore un mode de la répétition. En enfer, aussi, c'est le « continuons » {7}.

Le constat de la dégénérescence ne suffit donc pas. On ne peut programmer toute une stratégie progressiste sur une fin sans fin, un attentisme résigné.

Toute autre est l'implosion. Elle est la fin effective, concrète, de la dégénérescence. C'est qu'alors la contradiction, qui, pendant cette dégénérescence a pu devenir un mode stratégique de gestion – diviser pour régner – s'avère insoutenable et ne peut qu'éclater. Cette implosion est celle de tout un fonctionnement, une rupture définitive, sans récupération possible.

La stratégie progressiste doit, en son achèvement, précipiter, déclencher même cette implosion.

THÈSE 91

Déclencher l'implosion : ultime Moment de la stratégie Progressiste. – Le passage à l'acte

La dégénérescence – d'un système économico-politique, d'un mode de production, d'une civilisation – ne s'achève que parce qu'on l'achève. Si implosion il y a, c'est qu'on a fait imploser. Autrement, l'agonie pourrait indéfiniment se prolonger, dans une dégénérescence de plus en plus sauvage, barbare (celle de la « fin de l'histoire »).

Pour expliquer cette rencontre, cet achèvement, il faut revenir à la relation dialectique et historique constamment utilisée, celle de l'articulation de la stratégie progressiste sur la crise généralisée (autre désignation de la dégénérescence). La stratégie ne fait qu'exploiter le négatif ; elle n'est que le contre. Elle ne fait que « jouer la faute », le « profitable » – en termes sportifs – pour une immédiate relance, contre-attaque.

La dégénérescence radicale de libéralisme suscite de tels dégâts, de tels effets pervers qu'elle ne peut que déclencher, provoquer l'immédiate réponse des deux systèmes progressistes déjà proposés, en puissance, réponse alors « spontanée » au coup pour coup, sur le terrain. Le virtuel passe à l'acte, à la réalisation pratique, effective. Ainsi doit s'engager et se développer tout un système de rencontres conflictuelles, d'affrontements, de luttes, d'alliances (ce que le mouvement social de novembre-décembre 95 a inauguré).

Ce sera alors la révélation de la transformation des rapports de force : la faiblesse effective du libéralisme fera apparaître la force réelle du progressisme. C'est la contradiction ultime du

libéralisme, son impuissance, qui suscitera le passage à l'acte, global et synthétique, révolutionnaire.

Autrement dit, ce ne sera pas le potentiel progressiste qui aura, par lui-même, le pouvoir de renverser l'adversaire, et ce ne sera pas l'ultra libéralisme qui implosera de lui-même.

C'est bien la relation d'engendrement réciproque, qui, elle seule, peut expliquer l'implosion du libéralisme : l'ultime faiblesse (contradiction, impuissance et incompétence gestionnaire, etc...) de l'ultra libéralisme engendre la plus grande force du progressisme. Le libéralisme implosera si on le fait exploser. Mais il ne pourra exploser que s'il implose.

THÈSE 92

Conclusions stratégiques
Le réalisme de la
Stratégie progressiste

L'édification de la stratégie progressiste repose sur un constant réalisme. Elle écarte toute utopie spéculative et tout volontarisme politique.

Elle n'est qu'extraction, interprétation, reconnaissance du réel. Elle n'est que reconstitution conceptuelle de ce réel.

Cela se vérifie aux quatre grands moments de l'édification stratégique.

Celle-ci consiste, tout d'abord, à traduire la nouvelle réalité élaborée par le libéralisme, c'est-à-dire à reconnaître la nouvelle société de classes mise en place par la radicalisation de ce libéralisme.

En un second moment, on peut extraire de ce réel les éléments constitutifs des deux stratégies alors possibles. Le travailleur collectif et le rassemblement des exploités sont en puissance dans la réalité de l'exploitation libérale. La formalisation stratégique n'est que la reconnaissance de cette situation. Le projet stratégique, alors, apparait : le passage de l'en soi au pour soi, la prise de conscience du réel.

En son troisième moment, la stratégie ne fait qu'inventorier et exploiter le champ de cette réalisation : la crise généralisée (ultime expression, création du libéralisme). Elle ne consiste alors qu'à appliquer ses projets dans le lieu le plus favorable à leur réalisation.

En son quatrième moment – déclencher l'implosion – cette stratégie ne fait qu'exploiter la dégénérescence maximale du

libéralisme, qu'intervenir au moment où la contradiction se fait insoutenable, sans remède.

Autrement dit, c'est l'adversaire qui fait le travail du conditionnement de la stratégie. Celle-ci ne fait qu'exploiter la situation.

Autrement dit, cette stratégie est aussi réelle que la réalité qui la conditionne. Il y a une relation d'immanence. Cette stratégie porte en elle la nécessité d'un rapport d'expression.

Ce réalisme a une double signification. D'une part, il exprime les rapports de force. Ceux-ci, il faut en convenir, ne laissent guère de champ à l'illusion, au volontarisme progressiste, à la spéculation utopique. Mais, d'autre part, il donne à la stratégie progressiste toute la nécessité et la force de la réalité, du concret.

Cette stratégie progressiste, alors, est bien plus qu'un projet, un programme, un désir. Elle est la révélation du caché, de l'autre face du réel, toute une réalité déjà déployée, en plein devenir. Elle est aussi le commencement du passage à l'acte.

THÈSE 93

De la nécessité d'une stratégie progressiste Après « la fin du communisme ». — L'actualisation de la lutte des classes

Un grand vide, théorique et pratique, était apparu après la dite « fin du communisme ». Celle-ci avait provoqué un total désarmement politique, un immense désarroi intellectuel et moral. Fin de l'histoire ?

Il fallait donc, d'urgence, contribuer à combler cette béance.

On devait, tout d'abord, tirer les leçons du passé, s'interdire modèle formel ou bricolage empirique, projet de société idéale ou réformisme au jour le jour, utopie ou pragmatisme.

Il fallait alors tout reprendre à la base, en ses fondements, en un ensemble synthétique.

Pour ce faire, nous avons actualisé la lutte des classes.

Cette actualisation, pour se garder du formalisme ou de l'empirisme, devait porter sur le plus grand ensemble possible : le mode de production.

Nous avons proposé la généalogie de ce mode de production (son ascendance, sa dégénérescence) en tant que généalogie de la lutte des classes. Celle-ci n'est que la réalisation objective du mode de production. Il y a une totale relation d'engendrement réciproque.

Alors, l'enjeu de la lutte des classes se révèle être le mode de production lui-même. La stratégie progressiste, en tant qu'expression de la logique de la production, peut logiquement prétendre remettre en question la nature même du mode de production.

THÈSE 94

L'immense et légitime ambition de la stratégie Progressiste : la révolution du mode de Production par le mode de production. – « Bien creuse, vieille taupe »

Face à l'idéologie consensuelle, sceptique et méprisante, notre ultime proposition, synthétique, aura valeur de proclamation militante. Celle-ci sera légitimée par toute l'argumentation qui précède, par le patient « travail du négatif ».

Oui, pour la première fois dans l'histoire, sont réunies les conditions de la révolution du travail par le travail, de la gestion du travail par les travailleurs, de la révolution du mode de production par le mode de production (c'est-à-dire des moyens de production par les forces productives).

On pourrait même se demander s'il ne s'agit pas alors de ce que l'on pourrait désigner, avec l'emphase de la provocation réflexive, comme la révolution des révolutions « la révolution finale » ? Ne doit-elle pas intervenir au dernier moment de la logique du capitalisme, à son dernier mode de production, au stade ultime de ce mode ?

Toutes les autres révolutions n'auraient été que des révolutions d'un moment antérieur et, par conséquent, « contournables » par l'implacable logique du capitalisme.

La Révolution française, elle-même, a pu n'être considérée que comme une « voie de passage » au capitalisme.

Quant à l'U. R. S. S., bloquée en son développement par l'encerclement capitaliste, dévastée par l'invasion hitlérienne, épuisée par la course aux armements, elle ne pouvait être que la perdante de la « concurrence pacifique ». Elle s'est heurtée à un

mode de production qui, lui, avait pu se développer maximalement, sur le plan scientifique, technologique, financier.

Sous l'égide de l'impérialisme américain, ce libéralisme a pu ainsi accéder à la création de « la société de consommation » qui devait « achever », faire imploser, un mode de production prématurément communiste en lui coupant l'herbe sous les pieds, en réalisant à sa place, mais pour les pervertir, deux de ses projets fondamentaux : la production de série-consommation de masse et l'émancipation des mœurs.

THÈSE 95

Des enjeux stratégiques
Aux enjeux philosophiques

La formulation synthétique « la révolution du mode de production par le mode de production » permet aussi de passer de la stratégie à la philosophie. Elle a valeur de charnière, de transition.

Elle est l'aboutissement ultime de l'édification stratégique. Elle synthétise, en un seul acte, l'ensemble des propositions établies. En même temps, elle indique le but final.

Mais elle est aussi une interrogation immense qui exige toute une explicitation, celle de la philosophie politique qui la sous-tend. Elle impose toute une conceptualisation, la révélation de tout un impensé.

Déjà, on peut proposer ses enjeux, en fonction de ceux de la stratégie. Celle-ci a l'immense et légitime ambition d'accomplir « l'ultime révolution » ! Aussi, peut-elle être réduite à une utopie par le scepticisme ambiant.

La philosophie politique, qui reprend la proposition synthétique et finale de la stratégie, doit apporter l'ultime justification de cette ambition. Elle devra faire apparaître « les fins dernières » de l'affrontement politique, l'enjeu spirituel du débat socialisme-libéralisme. Quel socialisme, quelle philosophie socialiste, pour enfin résoudre « l'éternelle » contradiction de la consommation et de la production, de la nécessité et de la liberté du travail et de la jouissance, de l'individu et de la société ?

TROISIÈME PARTIE

LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE ET AUTOGESTIONNAIRE

<u>THÈSE</u> : La réconciliation du travailleur collectif et de la société civile doit permettre de dépasser la contradiction consommation-production, d'en finir avec l'aliénation de l'homme.

THÈSE 96

La philosophie. politique
Du socialisme démocratique
Et autogestionnaire

Cette philosophie est donc l'ultime et nécessaire moment d'une théorisation qui a pour but de dépasser l'actuel « blocage » progressiste.

Comme la stratégie, elle doit s'édifier, elle ne peut s'édifier, qu'en tant que réponse, antithèse. Et elle devra se battre sur deux fronts. Quelle entreprise !

Comment répondre à la philosophie implicite du consensus idéologique – le néo-kantisme {8} – mais aussi et surtout à la philosophie implicite de la dogmatisation du marxisme ? Quelle philosophie politique peut dépasser cette double aliénation de la pensée ? Quels sont les enjeux théoriques et spirituels ?

Autant l'élaboration stratégique se devait de n'être qu'une interprétation de la réalité, autant l'élaboration philosophique se doit d'être inventive et même spéculative. À la rigueur « réaliste » du politique doit succéder « la créativité » du concept. Tout d'abord, en priorité, il fallait répondre à une pratique, fonder l'action en termes concrets, pour ensuite faire apparaître ses fondements philosophiques, éthiques, spirituels au risque même de frôler l'utopie.

THÈSE 97

Vive la « fin des idéologies » et la « fin de l'histoire » Cela permet de faire table rase des « Illusions héroïques » et des illusions Machiavéliques. Alors la lutte des classes peut Être actualisée selon l'existence immédiate

Servons-nous encore des réalisations de l'adversaire et de l'essentiel de son argumentation.

Il faut dire un grand merci aux idéologues de la « fin des idéologies » et de la « fin de l'histoire ». Ils ont fait, à leur manière, leur part de travail pour débarrasser la lutte des classes des encombrantes illusions d'une époque révolue.

Vive la fin du pathos révolutionnaire (grand soir, révolutionnarisme, romantisme révolutionnaire, gauchismes, etc...). Il fallait en finir avec un marxisme libertaire devenu l'alibi de la promotion mondaine, artistique, intellectuelle et de la névrose objective de la bourgeoisie en crise.

Vive la fin du modèle – modèle unique, importé, autoritaire – et de son rafistolage réformiste. Ce modèle en était arrivé à la totale confusion de l'universel et du particulier, à l'identification même de la gestion bureaucratique, au destin d'un pays, au projet révolutionnaire.

Il ne pouvait en venir qu'à son dédoublement – formalisme volontariste et bricolage empirique – à l'affrontement de la loi abstraite et du cas concret, de la forme sans contenu et du contenu sans forme.

Cette « fin des idéologies » est donc bien venue pour faire table rase des déviations révolutionnaires. Elle permet la dénonciation de leurs redondances et boursouflures, des errances, des fautes des droitismes et des gauchismes.

Maintenant, ce qui peut enfin apparaître, c'est la réalité même de la lutte des classes, longtemps cachée par ces illusions. Elle est sortie du champ de l'imaginaire et des pesanteurs idéologiques. Le principe de réalité peut enfin énoncer les insurmontables contradictions du capitalisme et proposer les modalités précises de la nouvelle stratégie progressiste.

Tel est – encore une fois – le paradoxe à méditer : la lutte des classes s'affirme d'autant plus dans la réalité qu'elle disparaît du discours idéologique consensuel, de la langue de bois, de la pensée unique. Ce refoulement quasi magique ne peut-il pas alors être retourné pour servir de camouflage ?

THÈSE 98

Il faut même écarter la philosophie Spécifique du marxisme-léninisme, Au nom du matérialisme historique Et dialectique… de Marx et de Lénine

Le marxisme-léninisme était porteur d'une philosophie politique implicite qui répondait parfaitement aux déterminations de la société globale de son époque mais philosophie qui ne répond plus aux exigences du matérialisme historique et dialectique lorsqu'il doit déterminer les essentielles composantes de la société dite post-industrielle.

Nous ne ferons que soumettre le marxisme-léninisme à la critique du matérialisme dialectique. Car, si l'histoire a créé les circonstances qui bloquent le projet révolutionnaire, elle a aussi engendré les conditions du dépassement de ce blocage.

En effet, sont apparues deux « entités » qui se sont développées au point de surdéterminer les catégories de la philosophie politique du marxisme-léninisme. Il s'agit de la société civile et du travailleur collectif. Leur importance est telle qu'elles permettent un autre mode de production et de consommation.

Ces deux entités n'étaient qu'embryonnaires dans la société interprétée par Marx et Lénine. Il s'agissait d'une société « traditionnelle » qui n'en était qu'à la première phase de l'industrialisation, société « acculturée » qui juxtaposait, à un ordre social venu d'autres modes de production, une société de classes encore très élémentaire, rudimentaire même, celle du face à face de l'ouvrier – du capitalisme sauvage – et du patron – de la concurrence non moins sauvage.

Pour le marxisme-léninisme, dans ce contexte de la société traditionnelle, la philosophie politique révolutionnaire ne pouvait s'accomplir que par la dictature du prolétariat. Dans la nouvelle société, post-industrielle, la philosophie politique révolutionnaire – à conceptualiser – est celle du socialisme démocratique et autogestionnaire.

C'est le matérialisme historique et dialectique de Marx et de Lénine qui doit l'emporter sur leur philosophie politique.

THÈSE 99

Le nouveau dispositif du jeu et Des enjeux du pouvoir. – Du temps Des tsars à celui de Maastricht

De la société traditionnelle à celle du libre échangisme européen et même mondial, la problématique du pouvoir s'est totalement déplacée, renouvelée.

La pensée politique « bourgeoise » et la pensée politique marxiste-léniniste ont eu, somme toute, le même référentiel, celui de la pensée « classique » pour laquelle la problématique du pouvoir se ramène au pouvoir d'état et à ses rapports avec l'appareil d'état.

L'état exprime la légitimité du pouvoir en tant que volonté générale, projet fondamental de la nation. L'appareil d'état est l'instrument de réalisation, le corps social qui est aussi service public.

Alors, toute stratégie du pouvoir se réduit à conserver le pouvoir de l'appareil d'état ou à accéder à ce pouvoir. Tout cela au nom d'une légitimité de l'état – de la volonté générale – républicaine ou issue de… la dictature du prolétariat.

Le nouveau dispositif des enjeux et du jeu politique est en totale rupture avec celui de la société traditionnelle. Deux autres composantes se sont développées : la société civile et le travailleur collectif. Alors, l'énonciation élémentaire de la problématique du pouvoir est maintenant celle des rapports de l'état, de l'appareil d'état, de la société civile, du travailleur collectif.

La nouvelle loi générale, de ces rapports, remet en question la problématique du pouvoir, le rôle de l'appareil d'état.

Maintenant, la société civile et le travailleur collectif se disputent le pouvoir de l'appareil d'état, comme moyen de réalisation de leur projet. Ces deux nouvelles entités ont même le pouvoir réel ou potentiel de surdéterminer cet appareil d'état et, à la limite, de le réduire au rôle d'exécutant, de service.

Telle est la nouvelle problématique du pouvoir… et dans le contexte de l'Union européenne. Celle-ci complique encore le jeu : l'appareil d'état a-t-il toujours comme finalité l'état, ou doit-il servir cette Union européenne ?

THÈSE 100

La critique de la philosophie Politique de la société civile - Sa prise du pouvoir Grâce au principe de plaisir

Nous avons déjà proposé (première partie) les modalités phénoménologiques, historiques, de la création et de « l'hégémonie d'une société civile sans interdits » (thèse 33).

Il s'agit d'une mutation historique sans précédent, d'un renversement total du cours de l'histoire.

Avant les trente glorieuses, cette société civile n'était qu'embryonnaire. Elle était réduite à la marginalité, à une spatio-temporalité (la culture de salon, de café littéraire, du « Quartier »), à certaines conjonctures (cosmopolitisme), à certaines périodes, à certains privilèges. Mai 68 aura été sa Révolution, sa prise du pouvoir.

Cette société civile étant une réalité accomplie, on peut définir et critiquer sa philosophie politique : son axiome de base, sa stratégie, son essence.

Son axiome de base est la suprématie du principe de plaisir sur le principe de réalité (thèse 33). C'est la première société hédoniste, en termes fonctionnels et structurels.

Sa stratégie a consisté à conquérir son « espace vital » sur l'appareil d'état et sur la famille (les deux superstructures qui ont vocation de contrôler la consommation et l'éducation), à les déstabiliser, pour, total renversement, les mettre à son service.

Mais, ce qui caractérise avant tout ce nouvel ensemble, c'est d'être un corps « organique », fonctionnel, qui peut même prétendre être devenu une substance (c'est-à-dire autonome, cause de soi).

Cette société civile peut être définie selon trois essentielles déterminations. Elle est portée par une ossature verticale, hiérarchisée, un nouvel « ordre » : les nouvelles couches moyennes. Elle a créé son propre réseau d'information et de communication (les médias, la publicité… internet). Enfin, et surtout, elle dispose d'un énorme marché, celui du libidinal, du ludique, du marginal. Il s'agit bien d'un ensemble homogène et complet, en circuit apparemment fermé puisqu'il propose à la fois la demande et sa satisfaction (le désir et la jouissance).

Cette société civile est bien au-delà de la toute puissance de l'argent, cette « Bête Sauvage » désignée par Hegel, bien au-delà de « la société de consommation », réduction économiste. Elle est la nature même – l'essence – du libéralisme : la liberté réduite au désir, celui-ci réduit au marché.

THÈSE 101

La critique de la philosophie Politique de la société civile (Suite). – L'escamotage du principe De réalité et du travailleur

Tout « le génie » du libéralisme s'exprime par la codification de cette société civile. Il s'agit d'une extraordinaire opération idéologique, qui tient de la prestidigitation et de l'escamotage. Nous sommes là au cœur du fonctionnement idéologique, de La philosophie du signe qui a permis à toute la pensée contemporaine d'être l'alliée objective du libéralisme. Il s'agir de l'hégémonie du signifiant, suprême perversion de la pensée.

Ce signifiant permet en effet de nier l'ordre du travail et même la réalité (infrastructurale et superstructurale). Ce néo-nominalisme réduit l'être social à sa désignation idéologique. Il autorise tout un système de confusion, d'identification.

L'expression hégémonique du signifiant permet de refouler, d'oublier – inconsciemment ! – Le signifié, c'est-à-dire la réalité productive du travail, et le référent, c'est-à-dire le principe de réalité.

Alors, ce signifiant, d'apparence innocente en son surgissement sémantique et philosophique, peut recouvrir tout le champ économique de la société civile. Il va s'identifier à la valeur d'échange (thèse 30). Il permet alors d'identifier la réalité fonctionnelle de l'économique et le sens du relationnel. Ainsi, on peut s'approprier (réellement ou symboliquement) le marché du désir.

L'ordre du désir est celui du signifiant et celui-ci est la valeur d'échange ! C'est une totale confusion entre le désir (subjectif), la relation à l'autre, la valeur marchande.

Le coup de génie du libéralisme aura été d'identifier l'imaginaire et le réel en créant toute une pratique, tout un système d'objets et de services, tout un système de signes et d'images qui sont la réalité de l'imaginaire (le matériau du signifiant).

THÈSE 102

Cette société civile cherche à se sauver De la crise par l'union européenne (De Maastricht).

Avec la crise généralisée, elle a perdu beaucoup de sa superbe. Non seulement sa signification, son champ se sont réduits, mais c'est même son existence qui est en question.

Aussi le libéralisme a cherché à la rénover, à la régénérer par une stratégie nouvelle, d'élargissement, en cherchant de nouveaux supports. Ce sera toute une « connivence » avec l'Union européenne de Maastricht.

Cette nouvelle stratégie sera l'ultime révélation de la nature de cette société civile, de son sens.

Elle s'est d'abord développée, jusqu'à l'hégémonie, en déstabilisant l'état-nation. Elle a conquis son espace sur celui des fonctions de l'appareil d'état.

Avec le libre échangisme européen, elle peut en venir à un second développement de cette stratégie.

En effet, ce libre échangisme, lui aussi, se déploie en déstabilisant l'état-nation, en le prenant en tenaille entre la régionalisation et l'Union européenne.

Il y a donc identité de perspectives entre la société civile et le libre échangisme européen. Il y a même continuité et achèvement stratégique.

L'avenir de la société civile est celui de l'Union européenne. C'est le même combat.

Il s'agit de minimiser le pouvoir de l'état républicain parce qu'il est le protecteur des acquis sociaux, lesquels sont la cible privilégiée du libéralisme. Au-delà de toutes les frontières et

contraintes, il faut développer la permissive circulation des produits et des personnes pour amplifier le marché du désir.

Il faut, par ailleurs, réduire « l'économie sociale » créée par les associations, mutuelles, coopératives venues de la base, du peuple, économie et civilité qui résistent encore à la monopolisation du libre échangisme.

Il s'agit là d'une autre société civile, l'antithèse de celle du libéralisme, société civile du travailleur collectif, de la citoyenneté, de la fraternité républicaine. Elle est au service du principe de réalité. Elle est une tradition et elle préfigure l'autogestion généralisée du socialisme démocratique.

THÈSE 103

La double critique préalable :
Ni la dictature du marché
Ni la dictature du prolétariat

Nous venons de reconstituer – pour la critiquer, la juger – la philosophie politique du libéralisme. La liberté quelle prétend apporter – la société civile – n'est autre que la liberté du libéralisme. Cette société civile n'est pas démocratique. Elle n'est que « démocratie » libérale, c'est-à-dire une dictature du marché.

Pour parvenir au jeu réellement démocratique, nous devons procéder à l'autre critique, symétrique, critique de l'antithèse, c'est-à-dire critique de la dictature du prolétariat.

Notre méthodologie critique et réflexive exige la double critique du « manquement » démocratique.

THÈSE 104

La critique de la dictature
Du prolétariat

Cette dictature est une concentration et confusion des pouvoirs. Il s'agit d'identifier l'appareil du P. C. à l'appareil d'état puis de proclamer celui-ci état de droit : L'U. R. S. S.

De cette confusion peut naître un énorme pouvoir politique mais qui va conjuguer deux effets pervers.

D'une part, il provoque un dédoublement progressif de la conscience de classe (parti, appareil d'état) et de la réalité (sociologique) de classe. Cet éloignement en vient même à une rupture.

D'autre part, ce pouvoir bloque, certes, tout développement de la société civile (du marché du désir). Mais ainsi, il la refoule dans l'inconscient collectif, celui de la réalité (de classe) qui vient de perdre sa conscience de classe.

Aussi, cette société s'est coupée de plus en plus du pouvoir qui la représentait pour devenir de plus en plus disponible à une « société de consommation » toute proche.

Ces deux effets pervers et croisés de la dictature du prolétariat ne pouvaient aboutir qu'à une radicale dépolitisation et à un impératif « désir » de société civile (qui aura été bien « servie »).

Et par ailleurs, comment cette dictature du prolétariat aurait-elle pu intervenir sur la société civile et le travailleur collectif des pays post-industrialisés (comme la France) alors que ces deux entités, rappelons-le, se sont développées de telle manière qu'elles fonctionnent selon une relative autonomie (réelle ou potentielle), selon des déterminations qui échappent

aux moyens d'analyse d'une philosophie politique devenue objectivement obsolète ?

THÈSE 105

La solution du socialisme démocratique et Autogestionnaire. – Éloge de la séparation Des pouvoirs, condition à priori

Contre la dictature du prolétariat et la « dictature molle » de la société civile, nous proposerons, tout d'abord, le modèle démocratique et républicain de Montesquieu, mais pour le mettre au service du travailleur collectif.

Certes, il faut bien constater que cette séparation des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire) a été utilisée, récupérée par le libéralisme. Il s'agit de la séparation des pouvoirs de l'état libéral. Et on connaît, en particulier, l'usage des droits de l'homme, à la manière des nouveaux philosophes, droits qui permettent de camoufler les privilèges de ces « citoyens ».

Mais on a aussi constaté l'indépendance réelle, bien que relative, du pouvoir judiciaire, pouvoir effectivement démocratique (Vive les petits juges !). Cette séparation des pouvoirs demeure un enjeu fondamental, un potentiel de légitimité et de moyen d'action.

Le socialisme démocratique et autogestionnaire doit s'inscrire, se développer dans cet ensemble républicain. La séparation des pouvoirs est un a priori. Mais cette condition nécessaire n'est pas suffisante.

Cette division des pouvoirs reste un dispositif formel et partiel.

Il ne s'agit là que d'un jeu superstructural (qui est légitime) mais qui « oublie » l'infrastructure, les forces productives, le travailleur collectif.

Le socialisme démocratique et autogestionnaire doit donc mener un double combat. D'une part, il doit se battre pour

garantir le jeu de la démocratie formelle. D'autre part, il doit procéder à un « entrisme » du travailleur collectif de telle manière que ses revendications soient portées et légitimées par le jeu républicain. C'est le combat pour la reconnaissance institutionnelle du travailleur collectif, de son identité, de son pouvoir de représentation du principe de réalité.

L'idéal serait d'établir cette relation d'engendrement réciproque : celle de la réalité du travailleur collectif par la légitimité des instances républicaines, celle de la légitimité de ce travailleur collectif par la réalité de la séparation des pouvoirs.

THÈSE 106

La paix, autre condition à priori Du socialisme démocratique Et autogestionnaire

Il faut rappeler cette grande leçon de l'histoire : la crise généralisée (de 29) a été « résolue » par le fascisme et par la guerre (mondiale). Cela a permis, d'une part d'anéantir l'opposition politique et sociale, et d'autre part, (nous l'avons montré thèse 89) d'accéder à la « reprise », la vraie, la bonne reprise capitaliste en tant que rénovation de l'économie de marché, accès à la « société de consommation ».

L'internationale capitaliste tient toujours en réserve cette résolution « finale » de la crise généralisée.

On peut même avancer que la société civile, en sa forme extrême de permissivité, est une préparation dialectique au retour de l'ordre moral.

Par ailleurs, si une nouvelle guerre mondiale semble improbable (dans l'immédiat), toute une stratégie de « compensation » a été mise en place : la multiplication des guerres civiles – vers la guerre civile mondialisée ? – En tant qu'activation des latences tribales, des divisions nationales, stratégie de déstabilisation des états, de sous-développement… et vente d'armes assurée.

La deuxième et nécessaire condition préalable à l'organisation et à l'expression du travailleur collectif sera donc d'empêcher guerre et fascisme. Le pacifisme n'est plus alors un humanisme formel et déclamatoire, mais une pratique militante, impérative, combat fondamental.

THÈSE 107

L'achèvement démocratique par le principe De réalité, le salariat généralisé, Le travailleur collectif. – Un parlement ?

Le processus démocratique, qui doit commencer par la critique de la société civile libérale et de la dictature du prolétariat, se développe ensuite par la ratification de la séparation républicaine des pouvoirs et par le pacifisme pour s'accomplir enfin grâce au travailleur collectif (cette objectivation du principe de réalité).

Peut-il y avoir plus pacifique et plus démocratique que ce cheminement de la critique au social ? N'est-ce pas le parcours logique de la dynamique démocratique qui ne doit pas être délimitée au superstructural mais qui, au contraire, doit être guidée, finalisée, par l'infrastructural ? N'est-ce pas alors « l'empêchement » patronal et capitaliste qui se révèle comme antidémocratique ?

Nous avons établi, précédemment, la stratégie progressiste qui doit se déployer à partir de ce conditionnement du travailleur collectif. En termes de philosophie politique, nous proposerons l'innovation, le « changement » qui permettrait l'achèvement démocratique dans et par le social.

Il faut institutionnaliser ! Il faut que le salariat généralisé et le travailleur collectif – son fer de lance – puissent accéder à une effective reconnaissance et représentation démocratique.

Cette proposition est d'actualité, elle va dans le sens du mouvement social de Novembre-Décembre 95. La S. S. n'est-elle pas alors apparue comme le principe fédérateur, unitaire, activiste du travailleur collectif ? Après la spoliation de sa gestion par l'état et l'Assemblée Nationale, la reconquête de

cette gestion par les salariés et les syndicats — le retrait du plan Juppé — n'est-elle pas devenue l'essentielle revendication de la masse des travailleurs ?

Par ailleurs, ne peut-on pas taire le constat qu'une multitude de réalisations concrètes préparent et même exigent une concentration institutionnelle ? Elles ont une double origine, associative et syndicale. Il s'agit, d'une part, de la vraie société civile, populaire, celle des associations, mutuelles, coopératives venues de la base. Il s'agit, d'autre part, du syndicalisme des salariés, morcelé, divisé.

Ces revendications et réalisations incitent à une proposition qui pourra paraître utopique, tellement les modalités de sa réalisation paraissent complexes. Nous nous en tiendrons à l'énonciation de son principe.

Au-delà de ces expressions parcellaires du travailleur collectif, il faut prévoir son expression directe en un corps unitaire, centralisé, institutionnel. Cette assemblée devrait être reconnue, légitimée, comme représentative du principe de réalité incarné par le travailleur collectif. Elle devrait accéder à la dignité institutionnelle d'une représentation nationale : un Parlement.

Celui-ci n'interviendrait que comme composante démocratique de la division des pouvoirs, celle qui manquait. Notre projet doit rester dans le jeu démocratique, c'est tout le contraire d'un « chambardement ». Il ne s agit que de réparer un « oubli », de compléter la division des pouvoirs.

Ce Parlement n'aurait vocation que de s'occuper de ses affaires, celles du travailleur collectif. C'est dire sa modestie démocratique, mais aussi son immense ambition sociale.

Il servirait de fin et de moyen au projet d'autogestion déjà défini. Comment l'instaurer ? Ne pourrait-on pas envisager des États Généraux (du travailleur collectif) qui décideraient de ses modalités ? Et comment définir ses relations avec les autres pouvoirs, exécutif et législatif ? Une profonde révision constitutionnelle devrait permettre de reconnaître enfin le

travail comme une composante essentielle du jeu démocratique, de la vie.

THÈSE 108

De la puissance à l'acte (démocratique) : La révolution du mode de production Par le mode de production - Le nouveau « dialogue social »

La philosophie politique de ce socialisme démocratique et autogestionnaire peut maintenant en venir à ses ultimes enjeux philosophiques.

Quel étrange et énorme paradoxe : le salariat généralisé et le travailleur collectif sont soumis à la société civile qui, par le moyen de l'appareil d'état les réduit à n'être que des exécutants (des services), alors que cette société civile n'est possible, n'existe que par ces deux modalités du principe de réalité !

Nous présenterons le « nouveau dialogue social » à partir de ce constat : l'ordre libéral inverse l'ordre logique, de la cause originelle il fait un moyen. C'est une perversion fondamentale de l'ordre de la praxis : pour consommer, il faut d'abord produire.

La société civile n'existe que par l'aliénation du travailleur collectif. Elle n'est pas une entité substantielle, transcendante, véritablement cause de soi. Elle n'est qu'une manipulation libérale.

Ce nouveau dialogue social doit apparaître à son moment, celui de la rencontre de la dégénérescence maximale, de la société civile, et de l'ascendance maximale, du travailleur collectif. C'est le moment de la meilleure écoute, d'un dialogue devenu inévitable, d'une situation paroxystique.

C'est que, nous l'avons déjà plusieurs fois constaté, en devenant hégémonique, l'ordre du désir n'a pu que révéler son insoutenable contradiction : « la névrose objective », et même

collective, la délinquance et l'insécurité, toute une pathologie sociale qui s'étale du caractériel à la psychose, toute une fantasmagorie, et qui passe à l'acte. La vie devient impossible.

La société civile exprime une toute puissance qui est un pouvoir aux pieds d'argile. Sa contradiction, de faille est devenue béance.

La situation exige donc une intervention d'urgence, d'évidence. Ça ne peut plus durer. Et ce constat, dans la mesure où il se généralise, peut très vite glisser du refus existentiel à la conscience de classe (ou pré-conscience, si l'on préfère).

Alors, le travailleur collectif peut passer au stade ultime de sa vocation, de sa logique. En tant que représentant du principe de réalité, gestionnaire de fait, expression maximale du travail intellectuel, il dispose des meilleurs moyens critiques et réflexifs pour expliquer, démontrer, faire la leçon. Tout ce qu'il demande, ce n'est que le consentement au dialogue, la reconnaissance d'une logique, un simple rajustement de la pensée.

Mais cette pédagogie ne peut être réduite à une simple leçon, car c'est celle du maître de la praxis. L'action est alors immanente à la réflexion. Cette Critique est un pouvoir militant.

Par cette édification devenue nécessaire, salutaire pour la société civile elle-même, édification activiste, le travailleur collectif pourrait passer de la virtualité à sa reconnaissance politique et envisager une gestion de droit (parlementaire).

Mais cela ne pourra s'accomplir que dans la mesure où sera révélée une vérité que le libéralisme ne sera plus en mesure de cacher : ce travailleur collectif est très proche de la société civile, il est comme son envers. Il est son double. Mais cela, est totalement occulté, enfoui dans l'inconscient collectif.

C'est ce que le travailleur collectif a le pouvoir de révéler. Et pour cause : il est totalement impliqué, comme acteur principal et principale victime ! Lui seul peut dénoncer cette dualité artificielle, ce montage constitutif de l'ordre capitaliste en

révélant l'unité profonde cachée : ce sont les mêmes qui tantôt produisent et tantôt consomment, mais sans le savoir, car soumis à l'ordre du libéralisme libertaire qui les aliène doublement, dans leur travail et dans leur jouissance.

THÈSE 109

Le but suprême du socialisme Démocratique et autogestionnaire : La réconciliation du principe De réalité et du principe du plaisir

L'avènement du travailleur collectif doit être, certes, une autogestion de son travail mais aussi et surtout le pouvoir de décider de la finalité et des moyens de la production. Il doit mettre en œuvre une théorie des besoins et produire les biens de ces besoins.

Ce n'est plus alors l'appareil d'état ou les pressions de la société civile qui décident des biens et des besoins. Ceux-ci ne dépendant plus de la décision de l'autorité ou de la décision du désir, deux ordres de puissance qui ne sont pas dans le travailleur collectif et qui l'ont réduit à n'être qu'un moyen.

Lorsque le travailleur collectif s'approprie sa propre cause, lorsqu'il devient cause de lui-même, c'est la fin du vieux monde, la fin de l'histoire, celle des modes de production où l'objet de la production et le sujet de sa jouissance étaient désignés et déterminés par des instances extérieures au procès de production. Le principe de réalité, libéré de ces tutelles, atteint enfin son autonomie et sa liberté d'action.

Reprenons, pour bien mettre en relief cette mission suprême du travailleur collectif, l'illustration utopique. Nous avons déjà proposé un Parlement, ratification institutionnelle du pouvoir du travailleur collectif. On peut imaginer – ultime provocation réflexive – un dispositif complémentaire qui présenterait ce paradoxe d'être, par lui-même, une simple revendication de représentation et une profonde révolution culturelle et politique. Il s'agirait d'instaurer un appareil d'état qui serait

composé à moitié de représentants de la société civile, et à moitié de représentants du travailleur collectif !

La plus grande égalité et la plus grande liberté seraient garanties. La société civile disposerait de la totale autonomie de sa gestion, de l'ordre du désir. Le travailleur collectif ne pourrait pas intervenir autoritairement. Ce n'est surtout pas un censeur.

Mais le représentant de la consommation serait constamment contraint, forcé au dialogue avec son « collègue », le travailleur collectif. Cette collaboration obligée obligerait à la reconnaissance de l'ordre de la production. Elle serait la condition nécessaire du bon fonctionnement de l'appareil d'état.

Aussi, la société civile serait amenée à se remettre en question, d'elle-même, car elle ne pourrait plus refuser de se reconnaître dans son alter égo, le travailleur collectif. Elle devrait consentir à s'interroger sur un ordre du désir que son « collègue » lui présenterait comme n'ayant de réalité et d'efficience que dans et par la valeur d'échange.

Il y aurait progressive reconnaissance de l'ordre de la réalité, de sa nécessité. Le désir – et son imaginaire – perdant les moyens de sa réalisation – son marché, sa sémiologie, l'autorité culturo-mondaine – se rajusterait tout « naturellement » à cet ordre de la réalité. Et sans regret, car serait proposé quelque chose de mieux qu'un désir condamné à l'instinct de mort, à la fatale entropie : la réconciliation du procès de production et du procès de consommation, du principe du plaisir et du principe de réalité, la réconciliation de l'homme avec lui-même et avec les autres.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE :
L'IRRÉSISTIBLE ASCENDANCE
DU LIBÉRALISME
Thèse 1 à Thèse 37

1°) Le libéralisme en tant que mise en relation de la production et de la consommation.
Thèse 1 à Thèse 5.

2°) L'oppression économique porte essentiellement sur la classe ouvrière.
Thèse 6 à Thèse 10.

3°) La consommation permissive se diffuse à partir des nouvelles couches moyennes.
Thèse 11 à Thèse 20.

4°) La gestion politique de cette dualité.
Thèse 21 à Thèse 24.

5°) Le système détourné des hégémonies.
Thèse 25 à Thèse 33.

6°) L'apogée.
Thèse 34 à Thèse 37.

DEUXIÈME PARTIE :
VERS UN NOUVEAU PROGRESSISME
SON POTENTIEL ET SES STRATÉGIES
Thèse 38 à Thèse 95.

1°) La culture du négatif. Ses deux effets contraires
Thèse 38 à Thèse 41.

2°) La société de classes généralisée.
Thèse 42 à Thèse 66.

a) Le système d'analogies et de complémentarités de la classe ouvrière et des nouvelles couches moyennes : le travailleur Collectif
Thèse 42 à Thèse 53.

b) Le projet progressiste (qui en découle) et ses deux stratégies
Thèse 54 à Thèse 66.

3°) La crise généralisée (qui apporte les meilleures conditions de réalisation).
Thèse 67 à Thèse 82.

a) « L'agitation » progressiste en tant qu'exploitation du retour du refoulé.
Thèse 68 à Thèse 74.

b) Le constat progressiste du système de fractures de la société libérale
Thèse 75 à Thèse 82.

4°) L'irréversibilité des dégâts de la crise.
Thèse 83 à Thèse 95.

a) Les deux lois tendancielles qui empêchent la reprise générale
Thèse 85 à Thèse 88.

b) La nature transitoire du libéralisme. Vers l'implosion ?
Thèse 89 à Thèse 91.

5°) Conclusions stratégiques.
Thèse 92 à Thèse 95.

TROISIÈME PARTIE :
LA PHILOSOPHIE POLITIQUE
DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE
ET AUTOGESTIONNAIRE
Thèse 96 à Thèse 109.

1°) La critique de la double aliénation de la pensée politique.
Thèse 96 à Thèse 104.

a) Les nouvelles données du matérialisme dialectique et historique.
Thèse 96 à Thèse 99.

b) On peut maintenant écarter à la fois la dictature molle de la société civile et la dictature du prolétariat.
Thèse 100 à Thèse 104.

2°) Le cheminement démocratique vers la réconciliation du principe de réalité et du principe de plaisir.

Thèse 105 à Thèse 109.

{1} *Ou à un certain âge.*
{2} *Les deux racines du romanesque.*
{3} *Le capitalisme de la séduction Editions sociales. Paris 1981.*
{4} *Classification proposée par Emmanuel Todd : « Le malaise politique français ».*
{5} *Institut de Recherche Marxiste.*
{6} *Le Monde.*
{7} *Dernière réplique de « Huis-clos » de Sartre.*
{8} *Cf « De la modernité : Rousseau ou Sartre »*